

Tunisie: Une révolution démocratique et sociale

B. Ayari, L. Chouikha, V. Geisser, C. Quentin, B.
Hamdi, F. Chamki, O. Kitani, H. Belalloufi, N. Amami,
A. Mansouri, C. Lotfi



Formation Léon Lesoil asbl.
20 rue Plantin 1070 Bruxelles – 0476/900.997
www.lcr-lagauche.be

Quelques éléments d'analyse historique

Par Michaël Béchir Ayari

La Tunisie était une province relativement indépendante de l'Empire ottoman lorsque l'État français la mise sous « protectorat » en 1881 à la suite, notamment, d'une importante crise financière. Contrairement à l'Algérie, la présence française n'a pas totalement déstructuré la société et détruit toutes les élites. La Tunisie n'a pas été une colonie de peuplement, les terres les plus fertiles du pays (750 000 hectares) ont été toutefois appropriés par des colons français et italiens. Le mouvement national tunisien a été globalement constitutionnaliste (la première Constitution dans le monde arabe est tunisienne et date de 1861), réformiste (dans la tradition des réformateurs arabes), influencé par les principes wilsoniens et le socialisme français.

Le mouvement ouvrier a également été important en Tunisie. Un syndicat autonome indigène qui repose sur des positions inter-classistes (les patrons indigènes sont intégrés dans le syndicat) voit le jour dans les années 1920 (la première CGTT). Par ailleurs, à la même époque né une fédération communiste de Tunisie qui adhère sans réserve à la IIIe internationale. Le parti communiste tunisien (PCT) en émergera, mais fidèle à la position du parti communiste français sur l'indépendance (union nationale) sera absent du mouvement de libération.

En 1920, le premier parti politique « moderne » est également créé en Tunisie, le parti libéral constitutionnel (ou Destour). En 1934, de jeunes nouvelles élites en sortent et constituent le Néo-Destour, formation politique qui sera notamment dirigée par Habib Bourguiba et Salah Ben Youssef. Ce parti encadrera le mouvement national. En outre, en 1946, une fédération syndicale tunisienne et nord-africaine se crée l'Union générale tunisienne du travail (dirigé par Ferhat Hached) qui intègrera la CISL (Confédération Internationale des Syndicats Libres) en 1951. Elle joue également un rôle fondamental dans le mouvement national.

À partir des années 1950, celui-ci évolue en fonction des soutiens américains, des rapports de force au sein de la ligue arabe, de la situation en Algérie, des négociations avec le gouvernement français, de la structuration du mouvement fellaga, des prises de position des prépondérants (colons) et de la montée des luttes sociales.

La Tunisie accède à l'autonomie interne en 1954 avec peu d'effusion de sang puis à l'indépendance en 1956. Entre temps, de nombreux clivages sociaux, territoriaux et politiques éclatent opposant les partisans de Salah Ben Youssef à ceux de Habib Bourguiba. Ce conflit sur le point de dégénérer en guerre civile (entre 1954 et 1958) scelle un mode de fonctionnement autoritaire qui perdurera sous des formes différentes jusqu'à nos jours.

En mars 1956, quelques jours après la proclamation de l'indépendance, une assemblée constituante est élue. Elle se compose du Néo-Destour, de l'UGTT et de l'Union tunisienne de l'industrie et de l'artisanat (UTICA – le syndicat des « patrons »). Habib Bourguiba devient Premier Ministre, président du conseil de la nouvelle monarchie constitutionnelle et cumule, parallèlement, les charges de Ministre des affaires étrangères et de Ministre de la défense nationale. L'assemblée constituante abolit la monarchie, qui est remplacée par un régime républicain de type présidentiel. Habib Bourguiba en devient le premier président.

Le gouvernement opte de prime abord pour une politique d'orientation libérale puis récupère graduellement le programme économique de la centrale syndicale (UGTT) et opte pour la « collectivisation » des terres arables. Durant les années 1960, l'orientation économique du pays est clairement socialisante (le Néo Destour devient en 1963 le Parti socialiste destourien). Par rapport au reste du Maghreb, l'orientation politique, pourrait être qualifiée de « progressiste ». Un code du statut personnel qui abolit la polygamie et crée une procédure judiciaire de divorce est par exemple promulgué dès 1956.

À l'indépendance, l'élite au pouvoir se compose d'anciennes élites traditionnelles formant par ailleurs une

grande et moyenne bourgeoisie commerçante de nouvelles élites, dont Habib Bourguiba représente l'archétype. Celle-ci est originaire du Sahel, bilingue et provient largement des professions libérales. Des conflits larvés puis ouverts rythment les relations entre ces élites. Au demeurant, les élites sahéniennes dominent.

Le Parti socialiste destourien est le seul parti autorisé de 1963 à 1981. En 1981 apparaît un multipartisme de « façade ». En 1987, Habib Bourguiba est destitué à l'issue d'un coup d'État médical et est remplacé par un militaire spécialisé dans le renseignement, ancien ministre de l'intérieur puis premier ministre, toujours président de la république en 2011. Le parti socialiste destourien devient le rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) en 1989. Après une libéralisation politique entre 1987 et 1989, le régime se durcit graduellement.

Sur le plan des oppositions, la Tunisie indépendante a connu une contestation d'extrême gauche (trotskomaïste puis trotsko-mao-nationaliste arabe) très forte en milieu étudiant du début des années 1960 à la fin des années 1970. Elle a exercé une grande influence sur le plan culturel et nombre de cadres syndicaux et de professions intellectuelles ont été socialisés dans son sillage. Le mouvement islamiste, lui, né au début des années 1970, il est d'influence frère musulmane égyptienne et soudanaise.

Dès les années 1980, il reconnaît cependant la légitimité des institutions démocratiques. Il se compose majoritairement de jeunes « éduqués » qui ont fait leurs premières armes politiques à l'université. Il est très puissant durant les années 1980 et élargit son recrutement sociologique. Toutefois, il est réprimé très sévèrement au début des années 1990. Depuis 2005, on ne peut plus affirmer qu'il représente une véritable force politique (ses dirigeants sont en exil à Londres et à Paris). Des partis d'opposition existent toujours depuis le début des années 1980, certains sont au parlement (un quota leur réservé), mais pèsent rarement sur la teneur des débats, d'autres sont tolérés et non reconnus, d'autres reconnus et non tolérés et enfin d'autres sont clandestins (notamment quelques groupuscules héritiers de l'extrême gauche). Il reste que ces partis n'ont pas véritablement de base militante.

En termes économiques, la Tunisie s'est libéralisée de manière relative au début des années 1970. L'État a longtemps représenté par ses emplois, un facteur de promotion d'une classe moyenne. Un plan d'ajustement structurel a été imposé en 1986 et depuis la Tunisie continue de se libéraliser économiquement en essayant de maintenir dans le giron étatique les domaines les plus stratégiques. L'entrée de devises des émigrés, le tourisme, le phosphate, les activités de sous-traitance, les entreprises off-shore contribuent notamment à la croissance économique (élevée par rapport au reste du monde arabe) mais le système bancaire reste largement opaque. Les pratiques néo-patrimoniales, le népotisme, le clientélisme sont de mises et ne cessent de se propager. L'indépendance de la justice est sérieusement mise à mal et rien ne semble protéger les citoyens des interventions sporadiques et arbitraires de l'État.

De surcroît, le système scolaire étant historiquement performant, une nombreuse main-d'œuvre très qualifiée n'arrive pas à être intégrée dans le circuit de production sinon au profit d'un « déclassé ». À cet égard, la mobilité sociale ascendante par l'État a longtemps représenté un espoir pour nombre de familles qui ont déployés de nombreuses stratégies scolaires. On pourrait, à cet égard, parler d'une forme d'éducationnisme, proche du mythe républicain français.

Pour autant, les inégalités régionales de développement sont très prononcées, l'identité géographique est régionale perçue par le nom de famille joue un rôle important. De nombreux citoyens originaires des régions du nord-ouest, du centre et du sud (les extra-muros) subissent des formes de discrimination, notamment à l'embauche.

Les émeutes, qu'il serait plus exact de qualifier d'émeutes à visée politique, qui secouent le pays depuis le 17 décembre sont les premières d'une telle ampleur depuis l'indépendance. On peut citer les émeutes de Kairouan de 1961, de Msecon en 1965 et les émeutes du pain (dites également IMF's riots) en 1984. Notons également l'éclatement d'une grande grève générale le 26 janvier 1978 réprimée dans le sang.

Les « émeutes » actuelles sont d'un genre nouveau. Elles se sont rapidement propagées dans l'ensemble du pays. Par ailleurs, les islamistes n'y jouent aucun rôle. Plus largement les références théologico-politiques en sont absentes. Le seul véritable acteur qui en Tunisie possède une réelle capacité de mobilisation demeure la centrale syndicale, l'UGTT. Elle joue, elle, un véritable rôle dans les événements actuels. Nombre de tracés d'émeutes épousent la géographie locale de l'implantation de ses locaux. Nombre de ses dirigeants régionaux (notamment ceux des syndicats de l'enseignement) proviennent de

l'extrême gauche. Au début des années 1960, sa direction s'est subordonnée à celle du parti, mais régulièrement, du moins jusqu'au début des années 1980, elle a affronté le régime sous pression de sa base.

Durant les années 1990, les différentes associations proto-politiques non inféodées au régime ont tenté d'alerter l'opinion internationale sur les « dérives du régime », reprenant l'argumentaire de la banque mondiale et recourant à la tactique du coup médiatique (grèves de la faim, médiatisation d'opposants tabassés, etc.). Au demeurant, l'apparition de ce mouvement au mois de décembre 2010 a surpris ces associations, largement composées d'élites urbaines nées dans les années 1950-1960, et concentrées dans la capitale. Les observateurs internationaux focalisés sur cette opposition dite de la « société civile », beaucoup plus visible pour un ensemble de raisons, ont également été surpris.

Les évènements actuels éclatent deux ans après un long mouvement social peu médiatisé en France, concentré dans les régions minières (bassin minier de Gafsa) du pays. La jeunesse, notamment celle d'origine « extra-muros » et fortement pourvue en capitaux scolaires, y est particulièrement présente. Ce qui est une nouveauté puisqu'elle a été « >exclue » indirectement de toutes les formes d'opposition, si ce n'est lycéenne et étudiante, depuis l'éradication du mouvement islamiste au début des années 1990. En outre, une loi anti-terroriste de 2003 a engendré, ces dernières années, l'arrestation de milliers de « jeunes » pour des motifs divers allant de la consultation de sites d'opposition à la tentative d'organisation de mission de martyr vers l'Irak (opérations qui étaient un temps tolérées par le régime). Ce faisant, on ne savait pas vraiment si l'islamisme radical (différent de l'islamisme de type frère musulman) représentait ou non une force de mobilisation. Aujourd'hui il semble que ce ne soit pas le cas.

Les scénarios d'avenir qui se profilent dépendent des conflits au sein de l'armée (la grande muette en Tunisie), du rôle effectif du parti au pouvoir et de ses clivages internes (un « destourien » modéré et « proche des américains » pourrait prendre la succession du président actuel), de l'action de l'UGTT et enfin de la variable internationale (soutien ou non des gouvernements étatsuniens, français et italien, voir libyen et syrien). On peut tabler sur un scénario comparable sur certains points à la révolution des œillets au Portugal, sauf que l'absence d'organisations populaires « autonomes » peut exclure un dénouement « heureux » à la portugaise.

Il est bien sûr trop tôt pour se prononcer de manière tranchée, quoi qu'il en soit une éventuelle vacance du pouvoir n'est pas à exclure.

Finalement, tous ces évènements sont extrêmement importants tant en termes d'analyse sociologique qu'en termes de débat public. Ils nous interrogent sur le rôle des nouvelles technologies dans les formes de mobilisation, sur la notion d'émeute, sur les liens entre des variables lourdes (crise économique, situation internationale, rôle des élites), sur les transformations de l'horizon d'attente démocratique ainsi que sur la transnationalisation du contrôle social de la protestation. Sur le plan citoyen enfin, on ne peut rester indifférent à ces évènements qui ne sont plus l'apanage des pays de la périphérie, grands perdants de la division internationale du travail. Désormais, nous sommes tous dans le même bateau.

Sur l'histoire de la Tunisie politique vous pouvez consulter les travaux de Michel Camau, Béatrice Hibou, Vincent Geisser, Eric Gobe, Amin Allal ainsi que les miens. Je vous conseille également la consultation de l'Annuaire de l'Afrique du Nord/Année du Maghreb (en ligne)

Michaël Béchir Ayari

Docteur en sciences politiques (Institut d'Etudes Politiques-Université Paul Cezanne, Aix-en-Provence) Chercheur associé à l'Institut de Recherches et d'Etudes sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM)

Retour sur la révolte du bassin minier. Les cinq leçons politiques d'un conflit social inédit

Par Larbi Chouikha, Vincent Geisser

Résumé : Lorsqu'elle a éclaté au début de l'année 2008, personne ne soupçonnait l'ampleur qu'allait prendre la révolte du bassin minier de Gafsa. Limitée au départ à des revendications socioprofessionnelles, elle a progressivement revêtu une dimension politique et protestataire qui fait d'elle un mouvement social emblématique de la crise du « système Ben Ali ». Sur le plan sécuritaire d'abord, où les modes d'encadrement autoritaires habituels se sont rapidement avérés incapables de contenir la contestation sociale, au point de remettre en cause la cohérence du dispositif répressif. Sur le plan économique, ensuite, la révolte du bassin minier est venue égratigner sérieusement le mythe de la « Tunisie dragon d'Afrique », le chômage, la précarité généralisée et la corruption constituant les principaux moteurs de la protestation. Sur le plan politique, enfin, dans la mesure où les forces d'opposition classiques et les syndicats se sont retrouvés dépassés par l'audace protestataire de citoyens ordinaires. En ce sens, le mouvement social du bassin minier est porteur de « leçons politiques », sur lesquelles il est nécessaire de revenir, afin d'appréhender la dégénérescence du Pacte de sécurité mis en place par le régime au cours de la décennie précédente.

Au début de l'année de 2008 éclatait dans le bassin minier de Gafsa l'un des plus grands mouvements sociaux qu'ait connus la Tunisie depuis son indépendance. Au départ, personne n'aurait pensé, dans un pays totalement verrouillé par l'appareil sécuritaire, que des mères de familles, des adolescents, des « petites gens », des diplômés chômeurs ou de simples militants syndicaux puissent défier le régime des mois durant, au point que la « révolte » est considérée aujourd'hui comme le symbole de la résistance populaire à l'autoritarisme benalien. Alors que tous les observateurs étaient braqués sur la campagne pour les élections présidentielle et législative d'octobre 2009 et, que les opposants cooptés ou indépendants se mettaient déjà en marche pour participer symboliquement ou boycotter énergiquement un « scrutin sur mesure », l'expression du ras-le-bol a explosé là où on ne l'attendait pas forcément : la Tunisie de l'intérieur, déshéritée et oubliée (les « zones d'ombre » pour reprendre la rhétorique officielle du régime [1] qui n'intéresse finalement pas grand monde et encore moins les correspondants de la presse étrangère trop accoutumés à leurs réseaux d'informateurs des « beaux quartiers » de la capitale (le triangle La Marsa-Sidi Boussaïd-Carthage).

Et, il est vrai, qu'au départ, comme le souligne pertinemment le politologue Amin Allal (2010), le « mouvement » du bassin minier n'a pas été vraiment pris au sérieux par les partis d'opposition et les organisations des droits de l'Homme basés à Tunis, qui ont voulu y voir la résurgence d'une « révolte tribale », que le pouvoir n'aurait aucune difficulté à étouffer dans l'œuf par la distribution de gratifications matérielles et de subventions en tout genre. Selon cette vision élitiste, le clientélisme d'État n'aurait aucun mal à venir à bout de la colère des gueux, peu politisés et facilement « achetables », en dépit du fait que Gafsa reste dans l'esprit de nombreux Tunisiens la « ville indomptable » en référence à une très ancienne tradition de luttes syndicales et aux événements de 1980 (Baduel, 1982, p. 521-574). Or, c'est tout le contraire qui s'est passé : au fil des jours, le mouvement social n'a cessé de se politiser et de revêtir une dimension protestataire, outrepassant largement les registres social et professionnel des premiers temps (demandes d'embauche collective dans la Compagnie des phosphates de Gafsa).

Avec du recul, les analyses produites par les social scientists (Allal, 2010 ; Chouikha et Gobe, 2009, p. 387-420) et les observateurs engagés [2] ont convergé pour mettre en exergue la charge politique et contestataire de la révolte du bassin minier, au point de se demander si elle n'anticipait pas les contours d'un mouvement social à venir qui, à moyen terme, pourrait ébranler les bases du régime. En somme, les spécialistes du champ politique tunisien ont longtemps estimé que les changements au « pays du jasmin » viendraient du « sérail tunisois » et des milieux élitaires : le mouvement de Gafsa laisse à penser, au contraire, que le « pays de l'intérieur » pourrait jouer aussi un rôle dans la redéfinition des enjeux politiques

futurs et la transition vers un nouveau type de régime. La répression policière et judiciaire du mouvement (procès en première instance des 4 et 11 décembre 2008 et procès en appel du 3 février 2009) et la « clémence présidentielle » (libération des condamnés du bassin minier à l'occasion de la fête du 7 novembre 2009 [3]) n'enlèvent rien à la charge subversive de la révolte. Cette dernière continue à marquer les mémoires et sert consciemment ou inconsciemment de « modèle de mobilisation », même si celui-ci n'a jamais été pensé par les acteurs protestataires. Pour le dire plus simplement : désormais, il y aura un avant et un après Redeyef [4]. De ce point de vue, cinq « leçons politiques » peuvent être tirées de ce mouvement social inédit dans la Tunisie indépendante.

Le syndicat de salariés, l'UGTT, apparaît bien comme le « maillon faible » des agences de pouvoir (Camau et Geisser, 2003 ; Gobe, 2006, p. 174-192) : si la direction nationale est prompte à collaborer avec le gouvernement et, en particulier, avec le ministère de l'Intérieur, pour pacifier les luttes sociales, les instances régionales et locales, davantage proches de la base militante et de la population, ont montré qu'elles pouvaient à tout moment faire preuve d'audace protestataire, refusant toute forme d'allégeance au régime.

A contrario, les partis de l'opposition indépendante et les organisations des droits de l'Homme, en dépit d'une bonne insertion dans les réseaux internationaux et d'un soutien tardif aux activistes du bassin minier, sont apparus en total décalage avec le mouvement social, évoluant dans une « bulle élitaires », certes objet de tracasseries policières permanentes, mais finalement peu menaçantes pour les assises du régime. Pire, la majorité des intellectuels tunisiens se sont montrés relativement indifférents au mouvement social, comme si celui-ci par sa « nature populaire » n'était porteur d'aucune signification politique [5].

Car, il est vrai qu'une sociologie « fine » des émeutiers du bassin minier [6] révèle la prédominance des membres des classes populaires, des diplômés au chômage, des anciens salariés prolétarisés, des femmes seules avec enfants (veuves de mineurs), etc., qui contraste point par point avec l'assise sociale des partis et des ONG ayant pignon sur rue. Même les leaders du mouvement, membres des syndicats de base, appartiennent généralement à la classe moyenne intellectuelle en voie de paupérisation.

Contrairement à toutes les analyses qui soulignent une distanciation de facto entre les Tunisiens de l'intérieur et ceux de l'extérieur (immigrés, réfugiés politiques, anciens opposants islamistes et gauchistes), certains milieux de la diaspora tunisienne ont joué un rôle central dans les mobilisations, davantage impliqués que les élites tunisoises. Les « Tunisiens de l'étranger » ont non seulement contribué à rendre visible le mouvement social aux yeux de l'opinion publique internationale mais ont aussi apporté un appui logistique aux révoltés du bassin minier.

Enfin, la gestion policière du mouvement social par les autorités apparaît davantage comme le signe d'une certaine impuissance du pouvoir que d'une réelle maîtrise de la situation. Confronté à une contestation « spontanée » et « imprévue », le régime s'est lancé dans une fuite en avant sécuritaire [7] qui apparaît davantage comme un signe de faiblesse que de puissance.

Tirant les enseignements sociopolitiques de la « révolte du bassin minier », nous allons brièvement développer ces cinq points qui, selon nous, sont susceptibles de peser sur l'évolution future de la configuration politique tunisienne.

Les « deux UGTT » : la dissonance syndicale comme vecteur paradoxal de la dynamique protestataire (première leçon)

Il est difficile pour un observateur peu familier du fonctionnement du champ syndical tunisien de saisir la position ambivalente de la centrale UGTT dans les conflits sociaux. Celle-ci est perçue, tantôt comme un « bras armé du régime », digne des syndicats uniques des anciennes démocraties populaires d'Europe de l'Est, tantôt comme une force d'opposition que certains ont même comparée à un parti politique [8]. En fait, cette ambivalence était déjà présente dès les premières années de l'indépendance de la Tunisie, où son leader historique, Ahmed Ben Salah – qui deviendra plus tard ministre de Bourguiba –, hésitait entre l'option syndicale et l'option partisane, avec le rêve secret de transformer l'UGTT en parti travailliste, capable de concurrencer le parti bourguibien, le Néo-Destour. À cette ambivalence de « nature historique », qui poursuit l'UGTT jusqu'à aujourd'hui, s'ajoute également une ambivalence de « nature structurelle » qui s'explique par le fait que l'UGTT est composée de syndicats de base, plus ou moins autonomes, et représentée à l'échelle de chaque gouvernorat par des unions régionales plus ou moins en « bonne

entente » avec la direction nationale [9]. Sous les apparences d'un « grand paquebot syndical » monolithique, l'UGTT fait figure d'organisation composite, quasi polyarchique, qui lui permet de mieux résister que les autres organisations de la « société civile » (partis d'opposition, associations et ONG) aux pressions sécuritaires du régime et fait d'elle une menace permanente pour la stabilité du pouvoir d'État. Sur ce plan, les événements récents du bassin minier ont constitué une illustration parfaite, d'une part, de la dissonance entre la bureaucratie syndicale et les syndicats de base et, d'autre part, du potentiel subversif de l'activisme des leaders syndicaux locaux, confirmant une nouvelle fois la thèse du « maillon faible » :

« L'UGTT apparaît comme le maillon faible du réseau des agences de pouvoir. Le leadership syndical est confronté aux protestations de militants syndicaux récusant l'alignement politique et aux tensions sociales générées par la libéralisation économique. Son intérêt de stabilité commande la neutralisation des opposants et rejoint en cela les préoccupations du Palais. Mais il lui faut également compter avec les implications des syndicats de base dans les conflits à l'échelle des entreprises. Il ne peut les appuyer sans réserve ni les contrer de manière frontale. Dans un cas comme dans l'autre son aptitude à gérer le secteur serait prise en défaut et planerait la menace d'un dérapage des conflits. » (Camau et Geisser, 2003)

C'est précisément ce scénario qui s'est déroulé lors des événements du bassin minier. Des syndicalistes de la base, en conflit ouvert avec le secrétaire général régional de l'UGTT, Amara Abbassi, par ailleurs membre du comité central du parti présidentiel (RCD), ont contesté la validité des résultats du concours public organisé par la Compagnie des phosphates de Gafsa (GPG). La bureaucratie syndicale, accusée de faire le jeu du régime, en cautionnant le système de corruption et de favoritisme, s'est trouvée rapidement en porte à faux avec les syndiqués ordinaires mais aussi avec les représentants locaux de la centrale, davantage en phase avec les revendications populaires, comme le décrit Ammar Amroussia dans son essai de bilan sur la révolte du bassin minier :

« C'est peut-être la première fois que la fureur populaire se dirige ainsi contre l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) et précisément vers l'Union régionale et les syndicats miniers. En effet, l'indignation des gens (traduite par des marches, des communiqués et des discussions) n'a pas été seulement exprimée à l'égard du régime, mais elle a touché les symboles de la corruption syndicale. Ces symboles, outre leur acceptation du résultat du concours, organisé par la CPG, leur implication dans l'esprit des hordes, des relations personnelles et de la corruption, et leur exploitation directe des ouvriers au moyen de sociétés de sous-traitance, ont une responsabilité dans la dégradation de la situation dans la région. L'UGTT et les syndicats miniers n'ont pas seulement gardé le silence, au contraire, ils ont refusé, lors du dernier conseil régional, de présenter tout simplement les contestations des habitants de la région. » [10]

Dans un premier temps, la bureaucratie syndicale a donc été tentée de réprimer les syndicalistes « rebelles », en les désavouant publiquement : Adnane Hajji, l'une des figures charismatiques du mouvement social du bassin minier, a été ainsi suspendu de toute activité syndicale durant une période de cinq ans. Mais très rapidement, la direction de la centrale syndicale a dû faire machine arrière, au risque d'être totalement discréditée aux yeux de l'ensemble de ses adhérents et de ses militants de base : les syndicalistes « indociles » ont été réintégrés dans leurs fonctions et la direction de l'UGTT a fini par apporter un soutien – même timide et tardif – aux émeutiers traduits en justice, se distanciant par là de la politique répressive conduite par le régime.

Une opposition indépendante coupée du mouvement social : le signe de l'impuissance (deuxième leçon)

Dans son étude sur le mouvement du bassin minier, le politologue Amin Allal relève que « durant les deux premiers mois de la mobilisation, les organisations politiques d'opposition, la "société civile" et la centrale syndicale gardent leurs distances avec les contestataires. En effet, les partis d'opposition, peu implantés en dehors de Tunis, sont à ce moment-là plus préoccupés par les préparatifs de l'élection présidentielle d'octobre 2009 » (Allal, 2010, p. 5). L'auteur ne fait pas référence ici aux organisations clientes du régime qui, elles, ont évidemment dénoncé en chœur les émeutiers comme des représentants du « parti de l'étranger » [11], mais bien aux acteurs indépendants : le Parti démocrate progressiste (PDP), le Forum démocratique pour le travail et les libertés (FDTL), Ettajdid (ancien Parti communiste tunisien), la Ligue tunisienne de défense des droits de l'Homme (LTDH), l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD), etc. Le seul parti à avoir joué un rôle non négligeable dans le mouvement est le Parti communiste des ouvriers tunisiens (POCT), petite formation d'extrême gauche, dont certains militants ont pris une part

active dans les protestations. Mais, d'une manière générale, l'opposition indépendante est restée coupée des acteurs contestataires. Or, ce retrait du mouvement social ne peut être expliqué uniquement par des variables conjoncturelles liées au contexte électoral (scrutins législatif et présidentiel d'automne) ou par la répression policière (coût de l'engagement) mais aussi par des variables structurelles liées à la faiblesse de l'assise sociale de cette opposition et à son isolement par rapport à de larges secteurs de la société tunisienne, en particulier à l'intérieur du pays. Nous retrouvons là le « prisme élitiste et tunisois » (Camau et Geisser, 2003) des milieux oppositionnels mis en évidence dans de nombreux travaux et analyses [12], attestant de l'inexistence d'une véritable opposition en Tunisie, comparable au rôle joué, par exemple, par les partis dans les champs politiques marocain, égyptien ou même jordanien :

« L'un des premiers facteurs de faiblesse de l'opposition politique réside dans les séquelles qu'elle traîne encore des "années de plomb". Mais au lieu de profiter de ce soulèvement pour élargir sa base sociale, en faisant siennes les revendications des masses populaires, la majorité de cette opposition n'a pas manifesté l'intérêt qu'il faut pour un mouvement aussi important. Plus le mouvement progresse, plus se creuse l'écart la séparant des masses populaires. » [13]

Et si le changement venait du « bas » : la sociologie des émeutiers (troisième leçon)

Sans verser nécessairement dans le mythe romantique du « petite peuple » à l'assaut du régime tyrannique, force est de constater, d'après les rares documents disponibles [14], que la sociologie des émeutiers révèle le caractère extrêmement populaire des manifestants et même des « cadres politiques » du mouvement. On relève ainsi une prédominance des travailleurs journaliers, des précaires en tout genre, des étudiants chômeurs, des ouvriers, des petits employés, des épouses et des veuves de mineurs. Les seuls cadres du mouvement appartiennent généralement à la petite fonction publique tunisienne : ils sont instituteurs, professeurs de l'enseignement secondaire ou encore secrétaires dans une administration d'État mais jamais cadres supérieurs ou professions libérales. Ce n'est donc pas seulement la « Tunisie de l'intérieur » – Gafsa est à environ 350 km de Tunis – qui s'est mobilisée dans le bassin minier mais aussi « la Tunisie d'en bas », comme le confirme le tableau quasi ethnographique dressé par Ammar Amroussia :

« Ce mouvement a eu, dès son début, un caractère populaire large, ce qui l'a transformé en un soulèvement populaire proprement dit et ce malgré son aspect régional plus ou moins circonscrit. Toutes les catégories populaires ont adhéré à ce mouvement : ouvriers, chômeurs, fonctionnaires, commerçants, artisans, élèves, etc. Ceux qui y participent appartiennent à différentes générations, il y a des enfants, des jeunes, des adultes, des personnes âgées. Les femmes, même celles au foyer, ont pris part à la protestation et ont souvent joué un rôle d'avant-garde. Les divisions tribales, restées présentes dans la région et continuellement instrumentalisées par le pouvoir, ont disparu dans ce mouvement pour céder la place à l'appartenance sociale, de classe. Les habitants ont compris qu'ils vivent dans la même situation de misère, qu'ils partagent le même sort : le chômage, la marginalisation, la pauvreté, la dégradation du pouvoir d'achat et, en général, la détérioration de leurs conditions de vie. » [15]

Toujours selon le même auteur, les élites intellectuelles seraient très largement restées en retrait du mouvement, quand elles ne l'ont pas purement et simplement méprisé :

« On ne peut aussi que remarquer, écrit-il, la passivité de l'ensemble des intellectuels. Exception faite de quelques-uns qui ont été touchés par l'événement et qui l'ont abordé dans des articles, la majorité n'a pas été "ébranlée" ni inspirée par l'ampleur de l'événement. Ce qui prouve la profondeur de la crise que traversent les intellectuels et les créateurs en Tunisie. Ils ont été habités par un sentiment de désespoir et d'impuissance perdant confiance dans le peuple au point de ne plus hésiter à lui tourner le dos le taxant de "lâcheté" et "ingratitude" et à se jeter dans les bras du pouvoir ou se consacrer pleinement à leurs affaires personnelles. Quand le peuple a bougé et qu'il s'est révélé vivace, dynamique et entreprenant, ces intellectuels ne se sont pas remis de leur léthargie et quatre mois de résistance et d'affrontements sanglants n'ont pas pu agir sur leurs pensées et leurs esprits. » [16]

Les conclusions d'Ammar Amroussia sont particulièrement sévères pour les élites tunisiennes, et notamment celles du champ académique et artistique, et doivent probablement pour beaucoup à sa déception militante (l'auteur est proche des milieux d'extrême gauche). Toutefois, au-delà du propos engagé et désillusionné, c'est aussi une piste de réflexion pour les sociologues et les politologues qui se

dessine : à trop nous focaliser sur les révolutions de Palais, les intrigues au sein de la famille (Ben Ali, Trabelsi, Chiboub...), les querelles incessantes entre les leaders de l'opposition, l'attitude des soutiens occidentaux de la Tunisie officielle (USA, France, Italie, etc.), n'a-t-on pas trop rapidement écarté l'hypothèse d'un changement politique « par le bas » dans les prochaines années en Tunisie ?

Le rôle inattendu et renouvelé de l'opposition diasporique (quatrième leçon)

Dès les premiers temps du mouvement de libération, l'Europe, en général, et la France, en particulier, ont constitué une base arrière pour les organisations politiques et syndicales tunisiennes. À certains égards, l'on peut dire que l'Hexagone apparaît comme le prolongement naturel de l'espace politique tunisien, se structurant autour d'un axe Tunis-Paris, souvent bien plus influent que les relations tissées entre la capitale et la « Tunisie de l'intérieur ». Dans son travail de doctorat, Michaël Béchir Ayari, a mis en évidence sur le temps long les effets politiques de cette dialogique tuniso-française qui a, tantôt contribué à amplifier les mouvements protestataires, en leur donnant un écho inespéré, tantôt aboutit à les freiner, en créant une sorte de dichotomie entre les « opposants de l'intérieur » et les « opposants de l'extérieur », les intérêts entre ces deux entités militantes ne coïncidant pas systématiquement (Ayari, 2009). Si la France a longtemps représenté la « Mecque de l'extrême gauche tunisienne » (Perspectivistes, trotskystes, communistes orthodoxes, gauchistes, tiers-mondistes, etc.), son influence avait pourtant tendance à décliner ces vingt dernières années, en raison de facteurs sociologiques « lourds », qui ne revêtent pas forcément une dimension politique immédiate : la distanciation existentielle avec la mère patrie s'est souvent traduite par une francisation objective de nombreux anciens « exilés politiques » tunisiens qui se sont progressivement éloignés des enjeux militants et politiques du pays d'origine : le mariage avec une Française, l'éducation des enfants au « pays de Voltaire », l'insertion progressive dans les enjeux professionnels politiques et syndicaux de la société française, ont constitué autant de facteurs qui ont produit un phénomène de distanciation avec les scènes politiques tunisiennes.

L'arrivée massive des réfugiés politiques islamistes à l'horizon des années 1990 n'a pas fondamentalement changé les données du problème : si ces derniers, jusqu'à une période récente, sont restés attachés au mythe du retour et au culte d'une tunisianité islamique, nombre d'entre eux ont fini par se faire à l'idée que l'action oppositionnelle à l'étranger était vaine. Du coup, depuis quelques années, on assiste dans les milieux islamistes exilés en France et en Grande-Bretagne à une série de retours qui ne se font pas sur une base collective (accord politique entre Ennahda et le régime) mais sur des bases purement individuelles, avec la promesse de ne plus s'engager dans des actions contre le régime (repentance). Le phénomène des repentis n'est désormais plus négligeable au sein de la mouvance islamiste et les cas des « militants retournés » – aux deux sens du terme – de plus en plus fréquents.

Or, les derniers événements du bassin minier de Gafsa ont, en partie, démenti cette hypothèse « pessimiste » de la distanciation des Tunisiens de l'étranger à l'égard des enjeux internes à l'espace national. Contre toute attente, une partie de l'opposition tunisienne en exil a retrouvé dans le mouvement social de Gafsa l'occasion de jouer un rôle politique de premier plan et ceci à deux niveaux.

À l'échelon international d'abord, où une organisation comme la FTCT [17], issue des mouvements de gauche et d'extrême gauche, et représentant aujourd'hui le courant tunisien « démocratique » et « laïque », a contribué à médiatiser l'événement, à jeter des ponts avec les organisations politiques et syndicales européennes, et à envoyer une aide logistique aux émeutiers. L'implication de la FTCT dans le mouvement social n'a d'ailleurs pas échappé aux tenants de l'appareil sécuritaire du régime qui ont fait condamner par contumace son président, Mouhieddine Cherbib, à deux ans de prison ferme (procès du 11 décembre 2008 et du 3 février 2009) [18]. Il est fort probable que, sans l'action d'une organisation comme la FTCT, la révolte du bassin minier n'aurait pas eu l'écho international qu'elle a connu, le ministère de l'Intérieur ayant « cadenassé » tous les moyens d'information et de communication, à tel point que les Tunisiens de France étant souvent davantage au courant de ce qui se passait réellement à Redeyef (épicerie du mouvement social) que les Tunisiens de l'intérieur eux-mêmes.

À l'échelon local, ensuite, où les réseaux migratoires originaires de la région du bassin minier se sont également fortement mobilisés pour venir en aide aux familles et aux victimes de la répression policière. Alors que la communauté tunisienne de France fait l'objet d'une étroite surveillance, via les consulats, l'Amicale des Tunisiens et les indicateurs dépêchés dans l'Hexagone par le ministère de l'Intérieur, les immigrés tunisiens et les Français d'origine tunisienne ont parfois bravé la peur pour se lancer dans des actions de protestation et d'information à destination de l'opinion publique européenne. C'est ainsi qu'à Nantes (Ouest de la France), ville qui compte une assez forte communauté immigrée originaire du bassin minier de Gafsa (2 000 à 3 000 personnes), des habitants ont créé un Collectif nantais de soutien aux

Tunisiens de Redeyef qui a réuni plusieurs centaines de personnes [19]. Le fait est assez rare pour être signalé, car depuis de très nombreuses années, l'immigration tunisienne populaire (ouvriers et leurs familles) ne s'était plus mobilisée sur les enjeux politiques liés au pays d'origine par crainte de représailles.

Bien sûr, ce sursaut politique de l'immigration tunisienne doit être largement relativisé. Il ne concerne au mieux que quelques milliers d'individus et quelques dizaines d'associations, dotés de moyens humains et financiers relativement modestes. Néanmoins, il est révélateur d'une tendance qui pourrait s'amplifier dans les prochaines années et signer le retour d'une opposition diasporique sur l'échiquier politique tunisien, susceptible d'apporter un appui logistique décisif aux « opposants de l'intérieur ».

La fuite en avant sécuritaire du régime : signe de force ou de faiblesse ? (cinquième leçon)

Si la gestion des conflits sociaux en Tunisie, sous Bourguiba comme sous Ben Ali, a rarement été marquée par son caractère pacifique – l'État étant toujours tenté de recourir à la force –, celle du mouvement du bassin minier se distingue par son extrême brutalité et par une certaine incohérence répressive. En effet, dans le conflit du bassin minier, le régime a donné plusieurs fois l'impression de perdre pied et les violences systématiques pratiquées sur les émeutiers font figure davantage d'aveu de faiblesse que de puissance. Le récit d'Amr Amroussia souligne bien ces attermoissements du pouvoir dans sa riposte policière qui, en creux, a mis en évidence la désorganisation de l'appareil sécuritaire :

« Les forces de l'ordre ont été incapables de réaliser ce qu'elles accomplissaient aisément par le passé, en réprimant une contestation isolée et réduite à des minorités, ne serait-ce que parce que le mouvement est réellement populaire et que tous ceux et celles qui y ont participé sont déterminés à résister et à continuer leur lutte jusqu'au bout car ils n'ont plus rien à perdre, à part leurs chaînes. C'est pourquoi les forces de l'ordre qui sont intervenues violemment au début du mois d'avril 2008 puis au début du mois de mai ont vite perdu du terrain face à la détermination des habitants. Ce que les autorités pouvaient interdire habituellement aux partis et associations même légaux, aussi bien dans leurs sièges que dans les espaces publics, les contestataires l'ont fait au bassin minier à leur guise et sans aucune autorisation de la police. Ainsi, les marches traversaient les rues jour et nuit, les réunions ont lieu dans les espaces publics et les tracts et les bulletins politiques sont distribués en plein jour sous les regards de la police qui se contente de surveiller sans intervenir. Les habitants ont créé un rapport de force, sur le terrain, en leur faveur qui leur a permis de jouir de leurs droits de réunion, de manifestation, d'expression, etc. Les forces de l'ordre n'ont qu'une seule solution pour arrêter le mouvement, c'est la prise pure et simple des villes du bassin minier et le décret de l'état de siège et du couvre-feu pour empêcher toute activité. » [20]

Le bilan humain des émeutes du bassin minier est particulièrement lourd : trois morts [21], des dizaines de blessés, une centaine d'interpellations et d'arrestations, une trentaine d'inculpés et un retour en force de la torture pratiquée non seulement dans les commissariats de quartiers mais aussi dans les centres pénitentiaires où ont été déférés les leaders du mouvement social :

« Les avocats soutiennent que la plupart de leurs clients ont été victimes de torture et ont subi des traitements inhumains et dégradants tout au long de leur détention et notamment lors de la phase d'enquête ; qu'ils ont systématiquement fait état de cette atteinte gravissime à l'intégrité physique des "accusés" en particulier devant le juge d'instruction qui en a constaté la véracité. Ils présentent un tableau des principaux cas de torture allégués et constatés (dont on a pu vérifier la transcription dans l'ordonnance de clôture de l'instruction). » [22]

In fine, ce que révèle la révolte du bassin minier, c'est l'emballement de la machine sécuritaire du régime et son incapacité à faire face à un mouvement social d'extraction populaire. En effet, depuis un certain nombre d'années, s'était installée en Tunisie une sorte de « routine sécuritaire » qui consistait à réprimer les oppositions « classiques », les défenseurs des droits de l'Homme et, ponctuellement, les manifestations de rues organisées par les syndicats étudiants et salariés. De ce point de vue, les rapports des ONG et les communiqués publiés par les associations indépendantes tendaient à refléter une certaine accoutumance à la répression, non que celle-ci soit considérée comme légitime ou normale, mais parce qu'elle devenait banale dans ses formes et ses méthodes. Or, confronté à une « révolte par le bas », animée non par des « professionnels de la contestation » mais par des citoyens ordinaires, les réflexes sécuritaires du régime ont été mis à l'épreuve, contribuant à se dévoiler au grand jour et, par effet de feedback, à accorder au mouvement social une victoire symbolique. N'est-ce pas là le signe d'un ébranlement

du Pacte de sécurité [23], ce contrat social implicite entre l'État et le peuple, que certains auteurs ont longtemps considéré comme le principal moteur du régime de Ben Ali ?

L'Année du Maghreb [En ligne], VI | 2010, mis en ligne le 11 janvier 2011 : <http://anneemaghreb.revues.org/923>

Bibliographie:

- Allal Amin, 2010, « Réformes néolibérales, clientélismes et protestations en situation autoritaire. Les mouvements contestataires dans le bassin minier de Gafsa en Tunisie (2008) », *Politique africaine*, n° 117, mars.
- Amroussia Ammar, 2009, « Le soulèvement des habitants du bassin minier : un premier bilan », Rapport publié par le Parti communiste des ouvriers tunisiens, *Albadil Express*, liste diffusion du PCOT, 12 janvier.
- Baduel Pierre-Robert, 1982, « Gafsa comme enjeu », *Annuaire de l'Afrique du Nord* 1980, Paris, Éditions du CNRS, p. 521-547.
- Bécher Ayari Michaël, 2009, *S'engager en régime autoritaire : gauchistes et islamistes dans la Tunisie indépendante*, Thèse de doctorat en science politique, sous la direction de Michel Camau, Institut d'Études Politiques, Aix-en-Provence.
- Camau Michel et Geisser Vincent, 2003, *Le syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*, Presses de Sciences Po.
- Massardier (dir.), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXIe siècle*, Paris, La Découverte, Coll. Recherches, p. 267-284.
- Hamzaoui Salah, 1999, « Champ politique et syndicalisme en Tunisie », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, XXXVIII, Paris, Éditions du CNRS, p. 369-380.
- Heumann Jean-Bernard, Abdelhaq Mohamed (pseudonyme respectif d'Éric Gobe et de Larbi Chouikha), 2000, « Opposition et élections en Tunisie », *Maghreb-Machrek*, avril-juin, p. 29-40.
- Hibou Béatrice, 2006, *La force de l'obéissance. L'économie de la répression en Tunisie*, Paris, La Découverte.
- Khiari Sadri, 2000, « Reclassements et recompositions au sein de la bureaucratie syndicale depuis l'indépendance. La place de l'UGTT dans le système politique tunisien », Paris, Centres d'Études et de Recherches Internationales, « Le Kiosque », <http://www.ceris-sciencespo.com/arch...>

Notes:

- [1] C'est notamment la mission dévolue au Fonds de solidarité nationale (FSN), organisme gouvernemental dont l'objectif est d'éradiquer les poches de pauvreté. Pour certains observateurs critiques, il s'agit, en réalité, d'une fiscalité déguisée, voire d'un racket fiscal opéré par le régime, sous couvert de générosité. Cf. Béatrice Hibou (2006).
- [2] Ammar Amroussia, « Le soulèvement des habitants du bassin minier : un premier bilan », Rapport publié par le Parti communiste des ouvriers tunisiens, *Albadil Express*, liste diffusion du PCOT, 12 janvier 2009 ; Houcine Bardi, « Procès du 11 décembre 2008 devant le tribunal de Gafsa. Rapport d'observations judiciaires » : www.cridht.org/.../PROCES_DU...
- [3] 22e anniversaire de l'arrivée au pouvoir du président Ben Ali.
- [4] Cité minière située à l'ouest de Gafsa, elle a été l'épicentre des mobilisations en 2008 et 2009.
- [5] Dans son rapport rédigé pour le compte du Parti communiste des ouvriers tunisiens (PCOT), Ammar Amroussia se montre particulièrement sévère sur l'indifférentisme des intellectuels tunisiens à l'égard de la « révolte du bassin minier » : « Le soulèvement des habitants du bassin minier : un premier bilan », op. cit.
- [6] C'est notamment l'approche de terrain privilégiée par Amin Allal (2010).
- [7] Pour un récit détaillé de la répression, cf. Éric Gobe et Larbi Chouikha (2009) ; Houcine Bardi, « Procès du 11 décembre 2008 devant le tribunal de Gafsa. Rapport d'observations judiciaires », op. cit.
- [8] Sur le site web officiel du syndicat, son secrétaire général, Abdesellam Jerad se défend de toute inclinaison partisane, tout en revendiquant un rôle politique : « l'UGTT n'est l'assise sociale d'aucun parti politique et elle refuse de rester à l'écart de la vie publique sous prétexte d'indépendance » : <http://www.ugtt.org.tn/fr/actualite...> =376.
- [9] Sur le fonctionnement complexe de l'UGTT et ses relations avec le pouvoir, cf. Salah Hamzaoui (1999, p. 369-380), Sadri Khiari (2000). Voir également Éric Gobe (2008, p. 267-284).
- [10] Ammar Amroussia, « Le soulèvement des habitants du bassin minier : un premier bilan », op. cit.
- [11] Comme le parti écologiste fantôme créé de toute pièce par le régime, le Parti vert pour le progrès (PVP) qui a publié un communiqué stigmatisant les émeutiers du bassin minier, tout en demandant une grâce présidentielle pour les condamnés : « le bureau politique désapprouve le soutien de certains prétendus défenseurs des droits de l'Homme tunisiens à ces étrangers ; soutien qui s'inscrit dans le cadre de la propagande politique au service d'agendas qui n'ont rien à avoir avec les aspirations actuelles du peuple et du pays. [...] Le bureau réitère son appel au chef de l'État pour qu'il intervienne, conformément à ses prérogatives constitutionnelles, en gracieant les personnes condamnées dans cette affaire et en faisant la joie de leurs familles et proches. Le PVP est totalement confiant dans la compassion du chef de l'État envers tous les Tunisiens, notamment les jeunes », cité par As-Sabah, 8 février 2009.
- [12] Voir Larbi Chouikha et Éric Gobe (2009, p. 163-182) ; Mohamed Abdelhaq et Jean-Bernard Heumann (2000, p. 29-40) ; Camau et Geisser (2003, p. 227-265).
- [13] Ammar Amroussia, « Le soulèvement des habitants du bassin minier : un premier bilan », op. cit.
- [14] [Pour se faire une idée de la sociologie des émeutiers, on peut se référer aux profils socioprofessionnels des prévenus aux procès de décembre 2008 et février 2009 rapportés par Houcine Bardi, « Procès du 11 décembre 2008 devant le tribunal de Gafsa. Rapport d'observations judiciaires », op. cit., aux descriptions approfondies d'Ammar Amroussia, « Le soulèvement des habitants du bassin minier : un premier bilan », op. cit., et, enfin, aux extraits des reportages vidéo sur les manifestations de rue tournés par Fahem Boukadous qui donnent un bon aperçu de la sociologie des acteurs du mouvement social : <http://fr.rsf.org/tunisie-report-du...>
- [15] Ammar Amroussia, op. cit.
- [16] Ibid.
- [17] Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives. Cf. présentation de la FTCR par elle-même sur son site web : http://www.citoyensdesdeuxrives.eu/...=com_content&view=article&id=226:presentation-de-la-ftcr&catid=52:histoire-mémoire.
- [18] Plusieurs appels ont d'ailleurs été lancés pour soutenir le président de la FTCR, Mouhieddine Cherbib, condamné pour « délit de solidarité » avec les émeutiers du bassin minier. Cf. notamment l'appel de la Ligue française des droits de l'Homme : « La LDH solidaire avec Mouhieddine Cherbib et avec la FTCR face à l'intimidation politico-judiciaire de la dictature tunisienne », 22 septembre 2008 : <http://www.ldh-france.org/La-LDH-so...>
- [19] Le 9 décembre 2008, le Collectif a organisé une réunion d'information et de sensibilisation sur le thème : « Justice et liberté pour les Tunisiens de Redeyef » : <http://nantes.indymedia.org/article...>
- [20] Ammar Amroussia, « Le soulèvement des habitants du bassin minier : un premier bilan », op. cit.
- [21] Il s'agit de Hichem Ben Jeddou El Aleimi, chômeur de 24 ans, décédé par électrocution, de Nabil Chagra heurté accidentellement par un véhicule de la Garde nationale (gendarmérie) et de Hafnaoui Maghazoui tué par balles par la police le 6 juin 2008 à Redeyef. Cf. Éric Gobe, Larbi Chouikha (2009).
- [22] Houcine Bardi, « Procès du 11 décembre 2008 devant le tribunal de Gafsa. Rapport d'observations judiciaires », op. cit.
- [23] Béatrice Hibou (2006). Voir aussi la critique de la thèse du « Pacte de sécurité » par Vincent Geisser, Jean-Noël Ferrié et Jean-Louis Rocca (2009, p. 211-226).

L'Intifadha de Sidi Bouzid est spontanée mais elle a hissé très haut la bannière de la résistance

Par Béchir Hamdi

L'Intifadha de Sidi Bouzid a démarré en réaction au suicide du jeune Mohammed Bouazizi qui s'est immolé par le feu après s'être vu interdire par les services municipaux d'exercer une activité marginale mettant sa famille à l'abri de la faim, -alors qu'il est lui-même chômeur et titulaire de diplômes scientifiques-, au prétexte que son activité n'était pas légale. Cet événement a été suivi deux jours plus tard du suicide d'Houssine Felhi qui s'est jeté d'un pylône et est mort sur le champ. L'étincelle de la colère s'est propagée aux villes voisines (Meknessy, Menzel Bouzaïene, Jelma, Rgueb, Souk El Jadid, Sebbala).

La vague de protestation se caractérise, du fait de la répression, par son caractère violent ; dans la plus part des cas il s'agit d'affrontements directs de la jeunesse révoltée et vindicative avec les forces de la police qui poursuit dans la voie de la répression et qui en vient à tirer à balles réelles sur les protestataires, comme cela a été le cas à Menzel Bouzaïene, tir qui a fait une victime, le jeune Lotfi Laamari, martyr de cette ville.

L'intifadha des citoyens de Sidi Bouzid et son extension très rapide aux villes voisines, qui en dépendent administrativement, -ainsi que le niveau de la répression qui a accueilli ces protestations- ont été à l'aube d'une vague de soutien qui a submergé la plupart des villes du pays. Il s'agit de protestations, qui, si elles n'ont pas encore l'intensité de celle de Sidi Bouzid, y sont du moins candidates et dans nombre de villes comme Kasserine, Jendouba, Le Kef, Gafsa, Feriana, Tala, Jbiniana et d'autres comme celles villes du bassin minier.

L'immolation de Mohammed Bouazizi et l'électrocution d'Houssine Felhi ne sont que la goutte qui a fait déborder le vase, dans un océan de colère accumulée face aux politiques du pouvoir. Les raisons en sont nombreuses et variées et n'attendaient que l'étincelle pour exploser.

Dans une région considérée comme la plus pauvre des villes de l'intérieur, le fait d'être un bastion du parti au pouvoir ne l'empêche pas d'être la région au plus fort taux de chômage des diplômés, d'être la dernière région en terme de chiffres observés de développement régional, ou encore d'être en tête de la liste des régions en terme de taux de pauvreté, de marginalisation, d'exclusion et d'injustice. La région a pâti depuis l'époque bourguibienne de cette injustice, approfondie après le coup d'Etat du 7 novembre et qui s'est renforcée avec la crise qui a frappé la société à cause de la politique d'ajustement structurel des liens avec l'économie de marché, ces politiques imposées par les banques mondiales et les associés européens.

Les causes de l'Intifadha, de façon générale, ont à voir avec le fait que le pouvoir a persévéré dans la voie de la restriction des libertés politiques pour le citoyen ; cela a été concomitant de l'échec des politiques en place et ce à tous les niveaux, qui s'est approfondi notoirement dans la dernière décennie, surtout dans les régions de l'intérieur.

L'absence de perspectives politiques et sociales, le renforcement du joug répressif du pouvoir et la confiscation des moindres droits élémentaires du citoyen, l'approfondissement de la paupérisation, de la marginalisation, du chômage et des disparités régionales dans le développement, l'acharnement du pouvoir à couvrir cette injustice par des rafistolages dépassés et formels, sont à l'origine des diverses explosions sociales des trois dernières années en Tunisie dans les régions les plus pauvres et marginalisées, comme la région du bassin minier, la région de Ben Guerdane et la région de Sidi Bouzid.

Une Intifadha spontanée mais qui a hissé très haut la bannière de la résistance

L'intifadha de Sidi Bouzid qui a démarré de façon spontanée semble aujourd'hui capable de continuer et de résister face à la répression noire à laquelle elle fait face ainsi qu'au niveau de la réalisation des

revendications portées par les masses insurgées, surtout après que le pouvoir ait annoncé par un message clair qu'il n'avait pas de solution sinon la répression et la poigne de fer. Divers éléments retiendront l'attention de l'observateur : on a une opposition au pouvoir qui se radicalise, lequel pouvoir n'a que la répression et des solutions formelles à opposer aux revendications des masses et qui ne traiteront pas les origines des problèmes de même que les promesses fulgurantes ne parviendront pas à faire cesser la protestation. Et quand bien même le pouvoir parviendrait à l'éteindre maintenant, il ne pourrait l'empêcher de reprendre, non seulement à Sidi Bouzid, mais dans toutes les régions marginalisées et paupérisées.

Le premier élément important dans l'intifadha de Sidi Bouzid est la rapidité de l'extension du mouvement de protestation, puisqu'en trois jours, il a englobé la plupart des villes avoisinantes du centre du gouvernorat d'où a jailli l'étincelle initiale de l'Intifadha. C'est une donnée nouvelle par rapport à la plupart des protestations antérieures, restées cantonnées, et qui ne s'étaient pas étendues. C'est un facteur sur lequel le pouvoir comptait toujours pour épuiser le mouvement, l'encercler, le réprimer ou le détruire de l'intérieur et imposer des solutions frelatées ou des promesses mensongères, à l'instar de ce qui s'est passé pour le bassin minier il y a deux ans ou à Ben Guerdane l'année passée.

Le second élément important également est la rapidité de la vague de soutien et de solidarité avec les citoyens révoltés de Sidi Bouzid et de dénonciation de leur répression par les appareils de police. Cette vague a secoué de nombreuses villes qui ont vu des mobilisations de soutien dont on ne peut croire qu'elles ne soient motivées que par le souci de solidarité. En réalité il s'agit de l'expression par ces masses de leur refus de la situation qui leur est faite. C'est une donnée nouvelle qui nous donne à croire que nous allons vers une accumulation débouchant sur une intifadha globale dans le pays. C'est un développement de la situation où jusqu'à ce jour, la situation évolue spontanément, sans direction politique ou locale, excepté des formes d'auto organisation embryonnaires de la résistance créées par des citoyens ici et là, et c'est particulièrement le fait de la jeunesse la plus à l'initiative, résistante, active et déterminée à poursuivre la mobilisation et affronter la violente répression qu'oppose le pouvoir à toutes les manifestations.

Quant au troisième élément important dans l'Intifadha de Sidi Bouzid en particulier et dans l'ensemble des mouvements qui ont eu lieu et se poursuivent, -même si c'est de façon discontinue-, c'est l'unité des slogans scandés par les protestataires dans toutes les manifestations, et les rassemblements ainsi que leur radicalité. A l'origine, il s'agissait de revendications ayant trait au droit à l'emploi et à l'équité dans le développement entre les régions, et nous entendons scander des slogans relatifs aux libertés démocratiques comme le droit de s'exprimer de manifester, la dénonciation de la corruption, la revendication du départ de Ben Ali et la chute du parti au pouvoir, tous slogans qui lient le social et le politique, et qui n'avaient pas cours dans les mobilisations précédentes.

Quant au quatrième élément important, c'est que le mouvement des masses a dépassé le programme du mouvement politique opposant en général de son extrême gauche à son extrême droite, qui ont été incapables sur des décennies de faire le lien entre les revendications sociales et les revendications politiques et de considérer que les revendications sociales étaient un levier pour les revendications politiques. C'est pourquoi ce mouvement politique est resté isolé des masses et incapable de s'ancrer en leur sein. Il est resté replié sur lui-même, ne dépassant pas dans son opposition le niveau de la lutte pour les droits, l'humanitaire et l'électoratisme.

Le cinquième élément est l'importance de la jeunesse en général et plus précisément celle des diplômés chômeurs et la capacité de ces derniers à résister et à poursuivre la mobilisation en dépit de la répression violente. C'est une catégorie dont les événements ont démontré l'importance face au pouvoir eu égard à sa base radicale et résistante.

Les perspectives de l'Intifadha

Même si l'Intifadha de Sidi Bouzid a éclaté spontanément et s'est élargie dans une situation et un rapport de forces dégradé évidemment en faveur de la dictature, ainsi qu'en l'absence totale de direction capable d'organiser les mouvements, de les unifier et de les faire progresser jusqu'à la satisfaction des revendications des masses, on est autorisé cependant à dire qu'il y a des possibilités sur lesquelles on peut parier pour dépasser cette faiblesse inhérente à toutes les mobilisations si les militants actifs, les syndicalistes radicaux et tous ceux à qui a incombé d'organiser les mouvements qui ont eu lieu dans les sièges de l'Union Générale Tunisienne du Travail en dépit de l'opposition de la bureaucratie, ainsi que les jeunes diplômés chômeurs, la jeunesse étudiante et lycéenne, constituent des comités de l'Intifadha en

tous lieux dont la mission sera d'organiser les mouvements de les unifier, de les poursuivre et de les coordonner avec d'autres régions.

Nous le disons car nous savons que lorsque explosent des intifadhas ou des protestations nombre de problèmes qui étaient de simples idées portées par ceux qui en avaient une conscience avancée se transforment en questions pratiques brûlantes posées par une masse importante et ils requièrent des solutions pratiques et non des paroles ou des slogans.

Tous les indicateurs mettent en exergue l'élément absent dont les conséquences seront négatives dans la poursuite du mouvement et sa radicalisation, c'est l'organisation. Il est possible de dépasser ce point comme nous l'avons indiqué. Et nombre de signes indiquent que les protestataires n'ont plus confiance ni dans les cadres officiels dont ils savent qu'ils sont responsables de toutes les politiques d'injustice, ni dans l'opposition politique dont ils savent qu'elle ne se préoccupe pas d'eux et les délaisse à chaque fois que la barre est mise haut, tant au plan social que dans la radicalité.

Travailler à réaliser cette tâche aujourd'hui poussera vers l'avant toutes les activités politiques de l'opposition démocratique et des structures de la société civile en soutien à l'Intifadha. Elles se trouveront alors enclines à radicaliser leur solidarité et ne se contenteront plus de pondre un communiqué de dénonciation et de revendication mais passeront au niveau supérieur, celui de la mobilisation et du mouvement sur le terrain.

L'émergence d'une structure de direction de l'Intifadha dans chaque région radicalisera l'action de ces comités qui se sont auto proclamés comités de soutien et dont nous n'avons pas entendu ou vu jusqu'à aujourd'hui qu'ils aient pris une initiative concrète dans le sens d'un appui réel à l'Intifadha si ce n'est des communiqués et des déclarations médiatiques qui s'en tiennent à l'analyse et l'identification.

Les masses peuvent à tout moment se dégager de la peur du pouvoir et des appareils de répression de l'Etat. Elles le feront lorsqu'elles auront confiance dans leurs propres forces et se seront unifiées autour de leur revendication. Cette conscience dont les masses ont besoin, elles ne la trouveront ni dans les livres ni dans les communiqués, c'est une conscience qui s'acquiert dans la pratique de terrain, dans la rue, en arrachant leurs droits, et c'est ce qui est train de se produire.

Ce moment qui sépare la conscience de la pratique, il faut le radicaliser en dépassant l'obstacle de l'organisation car c'est par elle seulement que les masses pourront se muer en un bloc compact difficile à détruire ou à faire s'agenouiller, même si son activité devait décliner ou s'éteindre à cause de la répression, ce ne serait que passager et rapidement, elle reprendrait, l'audace serait à nouveau de plus en plus forte et plus forte que par le passé.

En conclusion, on peut dire que si cette tâche n'était pas réalisée, la situation serait candidate à la fin de l'Intifadha par la répression et le dernier discours du pouvoir constitue un message clair. Le choix de la répression est le seul pour lequel il puisse opter.

Sidi Bouzid, 29 décembre 2010

Le peuple dans la rue chasse Ben Ali. Vers l'An I de la révolution tunisienne?

Par LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire)

L'année 2011 ne pouvait mieux commencer que par la chute d'un dictateur odieux sous les coups énergiques d'un soulèvement populaire massif, démocratique et déterminé. Malgré la répression sanglante dont il a été victime et qui a fait des dizaines de morts et des centaines de blessés, malgré les pseudo concessions et réformettes que le régime aux abois a été forcé de concéder au dernier moment, le peuple tunisien n'a pas reculé d'un pouce, n'a pas faibli et ne s'est pas laissé prendre au piège.

Face à cela, le cynisme des gouvernements occidentaux n'a décidément pas de bornes. Depuis 60 ans, ils ont tout fait pour assurer le maintien en place du régime dictatorial de Bourguiba (1957-1987) puis de son successeur Ben Ali (1987-2011), que ce soit au pire, en lui apportant un soutien direct, ou au mieux – ce qui revient en fait au même - en détournant les yeux de ses crimes. Après un mois de silence assourdissant face à la répression sanglante déclenchée par le régime, ils sont forcés et contraints aujourd'hui de « prendre acte » de la victoire populaire et de la fuite de leur protégé. Obama décroche la palme de l'hypocrisie en « saluant » après coup le « courage des Tunisiens », alors que Washington n'a pas cessé un instant d'aider, d'entraîner et de conseiller la police, l'armée et les services secrets du bourreau de ce peuple.

Le gouvernement belge n'a pas été en reste: alors que Ben Ali préparait ses valises, le ministre des affaires étrangères, Steven Vanackere, prônait « un apaisement par le dialogue entre les autorités et les aspirations exprimées par les manifestants ». Quant au PS belge, s'il a demandé tardivement la fin de la répression, il a par contre soigneusement évité d'exiger la fin de la dictature puisque le parti de Ben Ali était membre de son Internationale « socialiste »!

La fuite honteuse du dictateur et de ses proches, qui ont emporté dans leurs bagages une bonne partie des richesses qu'ils ont spoliées, représente un événement et un tournant majeurs, non seulement pour les peuples du Maghreb, mais à l'échelle internationale et mondiale. Le peuple tunisien a donné un exemple universel de combativité à travers une lutte déterminée et radicale qui démontre qu'il s'agit de la seule voie permettant d'atteindre un réel résultat. Cet exemple a et aura un impact important parmi les peuples du Maghreb et dans le monde arabe en général. Mohammed VI au Maroc ou Bouteflika en Algérie tremblent pour leur pouvoir et ils ont bien raison car l'exemple des peuples qui se libèrent par la lutte est contagieux. Déjà, en Algérie la jeunesse est également entrée en rébellion contre la misère, le chômage et la vie chère. Au Maroc plus de 20.000 personnes ont manifesté à Tindouf fin décembre dernier. La Jordanie est secouée par des manifestations massives contre l'inflation.

Loin des campagnes racistes et islamophobes sur le soi-disant "choc des civilisations", qui tentent de faire accroire que la mobilisation des peuples arabo-musulmans pave le chemin de l'intégrisme religieux obscurantiste et qui, sous ce prétexte, soutiennent des dictatures de tout poil (fondamentalistes ou pseudo-laïques), la victoire du peuple tunisien montre le formidable potentiel d'émancipation et de démocratie que recèle toute lutte de masse contre l'injustice. Le rôle actif des femmes dans cette victoire, celui des jeunes femmes en particulier, est un signe qui ne trompe pas.

Toutes proportions gardées, cet exemple de lutte est également valable et fera réfléchir les travailleuses d'Europe qui subissent une offensive capitaliste sans précédent, la montée du chômage, de la misère et de la précarité ainsi que des dénis démocratiques. Seule la lutte de tous-tes les exploité-e-s uni-e-s dans la diversité peut être payante. Elle ne garantit pas à 100% la victoire, mais la passivité, ainsi que les poisons de la division raciste et sexiste, eux, garantissent à 100% la défaite.

Le peuple tunisien, et la jeunesse en particulier, qui a été en première ligne et payé le prix fort, a démontré une capacité de mobilisation, une détermination et un courage hors pair. La chute de Ben Ali est sa victoire, elle n'appartient à personne d'autre. Mais les politiciens bourgeois, que ce soit ceux de l'opposition

ou ceux issus du régime, risquent de lui confisquer cette victoire et font tout ce qui est possible pour faire rentrer dans son lit le fleuve de l'insurrection populaire, pour que tout rentre dans « l'ordre » au nom de « l'unité nationale ».

La « transition » qu'ils tentent d'opérer aujourd'hui n'est pas une nouveauté. Comme ce fut le cas lors de la chute d'autres dictatures, de l'Espagne franquiste aux régimes militaires latino-américains, la bourgeoisie qui a été le principal soutien et bénéficiaire de ces régimes tente de se maintenir coûte que coûte au pouvoir. Avec l'appui de l'impérialisme, le personnel politique issu de la dictature se « convertit » subitement aux bienfaits de la démocratie formelle et pactise avec l'opposition modérée. L'essentiel est de sauver l'essentiel: le pouvoir de leur classe.

Or le peuple tunisien ne s'est pas seulement soulevé contre un dictateur honni, pour ses droits et libertés démocratiques élémentaires. Il s'est aussi, et en tout premier lieu, soulevé pour le pain, pour du travail pour tous, contre la vie chère, contre la corruption et pour une autre répartition des richesses. Pour ce faire, ces dernières doivent être mises sous contrôle public et démocratique des comités populaires, les élites, profondément corrompues, doivent être écartées du pouvoir et le parti de Ben Ali (RCD) dissous; les politiques néolibérales abrogées; l'appareil d'Etat profondément épuré et tous les responsables des crimes de la dictature jugés et condamnés. Les biens du dictateur, de ses sbires et des patrons liés au régime, en Tunisie et à l'étranger, doivent être réquisitionnés et rétrocédés au peuple tunisien.

La révolution du peuple tunisien entre dans une nouvelle étape. La spontanéité qui a fait la force du soulèvement populaire représente aussi sa faiblesse. Elle ne pourra déjouer les manoeuvres de la bourgeoisie tunisienne et de l'impérialisme qu'en maintenant sa mobilisation intacte et sa lutte jusqu'au bout, jusqu'à ce que toutes ses revendications politiques et sociales soient satisfaites; à travers son auto-organisation démocratique et la construction d'une force politique révolutionnaire indépendante. Notre solidarité active avec le peuple tunisien pour ses objectifs fondamentaux est donc plus que jamais impérative!

15 janvier 2011

Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR)
Section belge de la IVe internationale – 0476 900 997
www.lcr-lagauche.be // info@lcr-lagauche.be

Pourquoi le gouvernement de Mohammad Ghannouchi doit-il tomber ?

Par Fathi Chamki

La formule de gouvernement proposée aussitôt après la destitution de Ben Ali en Tunisie le 14 janvier, et présidée par Mohammad Ghannouchi, n'est pas celle d'un gouvernement émanant d'une révolution victorieuse, ne reflète donc pas ses aspirations et n'adopte pas ses revendications. C'est l'expression politique de la bourgeoisie locale et de son maître, la bourgeoisie mondiale, dans une tentative de conserver les bases du système économique et social capitaliste libéral, ce système qui a grandi au sein de la dictature de Ben Ali, reposant sur le système répressif du ministère de l'intérieur et sur le parti du Rassemblement Démocratique Constitutionnel.

Nous exigeons la chute du gouvernement de Mohammad Ghannouchi, et ce pour les raisons suivantes :

Qui est Mohammad Ghannouchi ? Désigné en 1975 par Bourguiba comme directeur général du Plan, il a surgi le 27 octobre 1987 pour la première fois comme ministre délégué auprès du premier ministre Ben Ali. Puis, suite au coup d'État du 7 novembre, il a été nommé en juillet 1988 par Ben Ali comme ministre du Plan, puis il a occupé plusieurs responsabilités ministérielles participant à l'élaboration et à l'application des politiques capitalistes libérales : en plus du Plan, il a occupé les finances et l'économie.

En 1992, Ben Ali le nomma ministre de la coopération internationale et de l'investissement extérieur, il menait donc les négociations avec les institutions financières internationales (la banque mondiale et le fond monétaire international), concernant la politique économique et sociale du régime de Ben Ali, avant de superviser en sa qualité de premier ministre depuis 1999 son application. Ce qu'il fit avec un grand dévouement, aux dépens des intérêts de la majorité, poussant les cercles capitalistes internationaux à qualifier le pouvoir de Ben Ali de « bon élève ».

Il a été nommé premier ministre en novembre 1999, et garda ce poste jusqu'à la destitution de Ben Ali par la révolution et à sa fuite de Tunisie. Ghannouchi est alors resté, chargé d'apaiser la marée populaire révolutionnaire et de l'empêcher de toucher aux bases du système établi.

Sur le plan politique, Mohammad Ghannouchi est depuis sa jeunesse membre du R constitutionnel, puis de sa nouvelle formule : le Rassemblement Démocratique Constitutionnel (RCD) au pouvoir dont il devint en 2002 membre du bureau politique, le quartier général politique de la dictature. Il fut ensuite nommé vice-président du rassemblement aux côtés de Hamed Al Quouraoui, puis ensuite vice-président du Rassemblement (le président étant Ben Ali) le 5 décembre 2008 et jusqu'à la chute du tyran.

Mohammad Ghannouchi, est donc un serviteur docile du capital en tant que classe, et cela explique les éloges dont il fait l'objet depuis la chute de Ben Ali. Le maître est donc parti, le serviteur est resté seul, après avoir été habitué à recevoir les ordres et à obéir. Pas surprenant qu'il continue à lui téléphoner en attendant l'arrivée du nouveau maître...

Donc, Ghannouchi concentre tout ce que représente le système établi, sur le plan économique, social ou politique : l'exploitation capitaliste sauvage des forces ouvrières locales, l'injustice sociale, le démantèlement du système des services sociaux, l'oppression policière, la répression et l'humiliation du peuple tunisien.

1- La question démocratique :

- Mohammad Ghannouchi n'a rien à voir avec la révolution. Il est le vice-président du RCD et membre de son bureau politique, ce parti qui a dominé le pays, opprimé, torturé, déplacé et terrorisé tous ceux qui ont eu le courage ou essayé de faire face au despotisme. Ce parti qui a répandu les pots-de-vin et la

corruption dans la société et dans tous les rouages de l'État ; les dommages provoqués par le RCD ont touché toutes les composantes de l'état, qu'il a entièrement pris dans ses filets. Puisque ce parti ne peut pas être réformé, il est illogique que nous consentions à aliéner aux symboles du régime révolu le sort de la révolution et les aspirations des travailleurs, des jeunes et du peuple tunisien en général à se libérer du joug de la persécution, surtout lorsqu'il est question de l'un des plus illustres généraux du tyran Ben Ali, qui l'a toujours servi et obéi.

- Le proverbe dit : 'la nature du poisson est de vivre dans l'eau'. Le pouvoir de Ben Ali est toujours là, même après la chute du tyran et sa fuite du pays. La preuve : l'appareil du ministère de l'intérieur, qui a toujours fidèlement gardé la sécurité de Ben Ali et qui maintenant réprime les manifestations pacifiques refusant la tentative de mettre la main sur les acquis pour lesquels le peuple a sacrifié nombre de ses enfants. Le 14 janvier, sur l'ordre de Ben Ali, les forces de la police, supervisées par le premier ministre et ordonnées par le ministre de l'intérieur Frey'a, ont sauvagement dispersé la manifestation populaire pacifique. Puis le 18 janvier, les mêmes forces ont dispersé avec la même sauvagerie la marche pacifique contre le gouvernement de Ghannouchi et de Frey'a, son ministre de l'intérieur. Le droit à la manifestation pacifique est l'un des plus importants droits politiques ; c'est un droit que les masses populaires n'ont jamais pratiqué durant toute la période dominée par Ben Ali et Ghannouchi, sauf dans des cas exceptionnels et de manière extrêmement réduite.

- Quant à l'espace de liberté qui commence à surgir ici et là, au début de la récupération de la liberté de la parole, quant au droit de critique et d'expression, ce sont des acquis qui ont été arrachés des tyrans sans leur consentement. Il n'est pas du droit de ceux qui sont encore des ennemis de la liberté et de leurs nouveaux alliés de se cacher derrière ces acquis fragiles afin de justifier le gouvernement illégitime de Ghannouchi. La légitimité aujourd'hui après le déclenchement de la révolution n'est pas celle appuyée sur la constitution ou les lois injustes de Ben Ali, comme le répètent ceux qui tiennent aux restes du régime révolu ; la légitimité s'appuie aujourd'hui sur la révolution, donc sur le peuple. Seul le peuple donne la légitimité à ceux qu'il veut ou la leur retire en manifestant dans les rues, jusqu'à ce que la constitution et les nouvelles lois soient formulées. La nouvelle Tunisie démocratique et sociale à laquelle aspire le peuple sera organisée en fonction de celles-ci.

- Ghannouchi a toujours servi et obéi au capitalisme mondial et veillé sur ses intérêts en Tunisie. Ces intérêts sont contraires à l'intérêt national. Il a veillé à faciliter la pénétration de ce capitalisme dans le secteur public, car le comité de privatisation œuvrait sous sa direction directe. C'est lui qui a supervisé la vente des usines de ciment à des sociétés italiennes, portugaises et espagnoles... la liste est encore longue. Le capital mondial, et plus spécifiquement européen, a réussi à s'accaparer des deux tiers de ce qui a été privatisé, bien que cela représente une grande atteinte à la souveraineté du peuple sur ses biens. Ghannouchi a également ouvert le pays au capital mondial, en tant que premier ministre et surtout parce qu'il est le meilleur connaisseur et le plus respectueux des intérêts étrangers en Tunisie. Son gouvernement a conclu plus de 60 accords bilatéraux afin de protéger les investissements en Tunisie, notamment l'accord bilatéral avec la France en 1997. Protéger cet investissement de qui ? Des catastrophes naturelles ? Ou bien peut-être faudrait-il le protéger de Ben Ali et de l'union tunisienne d'industrie et de commerce ? Ou bien du peuple tunisien ? Pourquoi faudrait-il le protéger du peuple tunisien s'il est adapté à ses intérêts ? Ce peuple ne sait-il pas où résident ses intérêts ? C'est un exemple qui montre les répercussions de la politique du gouvernement de Ben Ali / Ghannouchi sur une question extrêmement importante : le droit du peuple tunisien à déterminer son destin de toute liberté sans aucune tutelle, quelle qu'en soit l'origine ou la nature. C'est une question démocratique très importante.

- Enfin, c'est bien le gouvernement de Ben Ali, présidé par Ghannouchi, qui appliquait la politique de normalisation avec l'entité sioniste, poussant le gouvernement de l'État d'Israël à regretter profondément la chute de Ben Ali. Cette politique n'a-t-elle pas renié les sentiments de l'écrasante majorité du peuple tunisien, qui refuse l'entité sioniste et soutient les revendications nationales palestiniennes ? Ghannouchi garde-t-il la légitimité qui lui permet de présider le gouvernement de la révolution ? N'est-il pas temps que Ghannouchi cesse de porter atteinte aux intérêts vitaux des tunisiens en général ?

2- La question sociale :

- Il ne faudrait pas croire in seul instant, comme le gouvernement de Ghannouchi et ses semblables essayent de nous le faire croire, que la question sociale est dissociée dans la réalité de la question démocratique. Les dimensions économique et sociale sont indissociables ; elles représentent les deux bases fondamentales du pouvoir. C'est dans la politique, et précisément à travers l'appareil de l'État, que

sont conçues, défendues et patronnées les politiques qui servent les intérêts économiques de la classe dominante dans la société. Donc, la question n'est pas une question morale, comme lorsqu'on dit que « Ghannouchi est un homme propre ou 'désintéressé'... » En effet, malgré l'importance des qualités personnelles de ceux qui servent l'intérêt général, elles ne sont pas déterminantes dans la sélection du représentant du peuple, de celui qui mérite la confiance de ce dernier afin de veiller sur ses intérêts. Nous savons tous, et je n'ai rien à ajouter à cet égard, que c'est une question de programme. Oui, une question de programme. Lorsque les défenseurs de Ghannouchi, tenant verbalement aux intérêts du peuple et manœuvrant afin de justifier leur partialité pour les intérêts des ennemis de ce dernier, énumèrent ses qualités personnelles, ils omettent de parler de la chose principale qui distingue Ghannouchi des autres symboles du régime révolu, en tant que la personne la plus capable d'appliquer la politique capitaliste libérale et la plus fidèle à cette politique, celle pratiquée depuis 1987 par le régime de Ben Ali qui a profondément affecté les masses populaires tunisiennes, et en premier lieu les travailleurs et les jeunes ; ces derniers ont souffert et patienté ; mais cette patience est arrivée à son terme, et le peuple s'est soulevé tel un volcan contre l'exploitation, la pauvreté, la marginalisation et la faim et pour réclamer son droit aux bases vitales, et en premier lieu le droit au travail. Voici précisément, en plus de la dimension démocratique, le sens essentiel de la grande révolution des masses populaires en Tunisie.

- Le gouvernement de Ghannouchi est-il à-même de servir ces intérêts ? Ghannouchi a-t-il mentionné de manière ouverte ou sous-entendu la nécessité du changement de politique économique et sociale, celle que le peuple a subi puis refusé de la manière la plus formidable, à travers la révolution ? Ghannouchi n'a-t-il pas affirmé par exemple, lors de l'entretien accordé à France24, que cette mauvaise politique avait connu beaucoup de succès ? Ghannouchi et ses semblables, symboles du régime révolu ou de ceux qui se sont rattachés aux conspirateurs contre la révolution, ne répètent-ils pas les déclarations concernant les acquis et les réalisations ? Pourriez-vous croire un instant qu'ils ont l'intention de renverser le système socio-économique injuste et d'instaurer un système alternatif adapté aux intérêts et aux aspirations des masses populaires ? Leur seule préoccupation n'est-elle pas de ménager le pouvoir chancelant de Ben Ali afin de réussir à s'y maintenir pour continuer à 'servir l'intérêt du peuple', comme prétendait avant eux le garantir le tyran chassé ?

- Il est clair que le gouvernement de Ghannouchi insiste sur la continuation de la politique socio-économique dictée par les cercles capitalistes mondiaux à travers les institutions financières mondiales. C'est ce que veut dire par exemple la désignation par Ghannouchi du nouveau directeur de la banque centrale Mostafa Kamal Nabili, qui vient de quitter son poste à la banque mondiale en tant que chef de l'équipe des économistes dans la direction du Moyen-Orient et de la région arabe. Ceci ne clarifie-t-il pas assez les intentions du gouvernement et le degré de sa représentation de la volonté du peuple ? Que fera ce gouvernement pour fournir du travail aux centaines de milliers de chômeurs, plus particulièrement les universitaires ? N'est-ce pas la même politique qui a aggravé le chômage ? La lutte contre la corruption financière (si elle est effectuée au cas où le gouvernement de Ghannouchi reste) et 'l'amélioration du climat d'investissement' suffiront-ils à fournir le travail ? L'augmentation du rythme de développement économique (si elle se produit) suffira-t-elle pour améliorer la performance du marché de travail ? Assurément non, mille fois non.

- Tous les bords politiques doivent annoncer aux masses populaires quel est le programme socio-économique qu'ils considèrent être adéquat pour répondre aux multiples revendications en la matière, et ne pas se contenter de parler du versant démocratique, aussi important qu'il soit : quelle valeur revêt la liberté pour un chômeur ou un malade incapable de se procurer le coût du traitement ?

Tunis, le 19 janvier 2011

Les forces politiques, sociales et syndicales en Tunisie

Par Union Syndicale Solidaires, France (extrait)

Une fois le dictateur parti, reste à définir comment le pouvoir doit être exercé et pour mener quelle politique. Du temps de Ben Ali, un seul parti politique, le RCD, avait une réelle consistance, des locaux, des milices et de l'argent : celui des deux présidents qui se sont succédé depuis l'indépendance. Le RCD est plus qu'un parti : il a été pendant une quarantaine d'années un parti-Etat, combinant les traits des anciennes dictatures d'Europe de l'Est, et une politique néolibérale étroitement liée à celle du monde occidental.

Ce système a permis un véritable pillage du pays par la famille et la belle-famille du Président. Il a également permis l'entretien d'une nombreuse « clientèle » cherchant à s'enrichir, ou tout simplement survivre en acceptant, en échange, de chanter les louanges du régime ou de participer au flicage du reste de la population. Tout cela n'a pas empêché le RCD d'être, pendant des années, la section officielle de l'Internationale socialiste !

Dans ce type de système mafieux, l'espace réservé aux autres partis politiques a été jusqu'à présent singulièrement réduit.

a) Les petits partis satellites du régime Ben Ali : leur principale fonction était de faire croire aux étrangers, cherchant des alibis pour soutenir la dictature, que le pluralisme existait. Ils ne jouent aucun rôle dans le débat politique actuel.

b) L'opposition légale acceptait périodiquement de « dialoguer » avec le pouvoir, en échange de quelques places de députés. La plupart ont cherché jusqu'à la fin à trouver des arrangements avec Ben Ali. Après sa chute, ils ont ensuite accepté, au moins momentanément, les places de ministre qui leur ont été offertes. On trouve dans cette catégorie :

- Ettajdid d'Ahmed Brahim (ancien PC tunisien ayant suivi une évolution comparable à celle de son homologue italien), étroitement lié en France à l'ATF (Association des tunisiens de France) ;
- le FDTL de Ben Jaafar (membre consultatif de l'Internationale socialiste et qui va certainement en devenir la section officielle après l'exclusion du parti de Ben Ali deux jours après sa fuite du pays) ;
- le PDP de Maya Jribi et Néjib Chebbi.
- On peut y ajouter le PSG, une toute petite formation issue de l'extrême-gauche. Elle a été très rapidement reconnue par les « nouvelles-anciennes » autorités, et défend le gouvernement mis en place au lendemain de la chute de Ben Ali.

c) L'opposition clandestine comportait deux courants principaux :

- Les islamistes ont subi une répression impitoyable sous Ben Ali : 30 000 ont été jetés en prison et souvent torturés, la plupart des autres contraints à l'exil. Ne restaient en Tunisie, hors des prisons mais dans la clandestinité, que des militants d'Ennahda ainsi qu'un courant salafiste, essentiellement tourné vers la situation dans d'autres pays et en particulier l'Irak.

En ce qui le concerne, Ennahada nie vouloir utiliser la violence, et ce courant se prononce publiquement (comme lors d'un meeting à Paris le 15 janvier dernier) pour l'égalité des droits entre les hommes et les femmes. Sous la dictature, Ennahda n'a pas hésité à travailler dans le cadre de la Coalition du 18 octobre avec des forces de gauche légalement résolument laïques (PDP, FDTL), ou même marxiste comme le PCOT. Ce courant suscite des craintes notamment chez les jeunes et les femmes, quant à la sincérité de son évolution en particulier sur la laïcité et les droits des femmes.

- Plusieurs groupes ou réseaux, ayant joué pendant des années un rôle majeur dans les luttes contre l'ancien régime, en particulier dans le cadre de l'UGTT et de l'UGET [1], se sont récemment regroupés sous le nom de « Front du 14 janvier ». Ce sont pour la plupart des courants d'origine marxiste-léniniste

(comme par exemple le PCOT), trotskyste ou nationaliste arabes de gauche. Ancien marxiste-léniniste, et pendant un temps Président de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme, Moncef Marzouki (CPR) ne participe pas à ce front.

- Est venu s'ajouter, en 2004, « Tunisie verte » de Zitouni, étroitement lié aux partis Ecologistes européens.

Un puissant mouvement social

Comme souvent dans les dictatures, c'est le mouvement social qui a joué, dans les faits, le rôle de contrepouvoir.

On y retrouvait l'essentiel de celles et ceux osant depuis des dizaines d'années tenir fièrement tête à la dictature : syndicalistes, militants de la gauche clandestine ou légale, avocat-e-s, étudiant-e-s, féministes, artistes, journalistes, militant-e-s des droits de l'Homme, etc.

Un grand nombre avaient connu la prison et/ou la torture, et ne renonçaient néanmoins pas à la lutte, n'hésitant pas à défier ouvertement les flics et les mouchards qui les suivaient à la trace. Beaucoup se connaissaient de longue date et constituent un maillage complexe où s'entremêlent appartenances politiques actuelles ou passées, liens familiaux, origines géographiques, etc. Citons pêle-mêle :

Les Associations de défense des droits de l'Homme, résultant d'une alchimie complexe entre avocat-e-s, syndicalistes, ex-prisonnier-e-s politiques, intellectuel-le-s, membres d'organisations politiques légales ou illégales : LTDH (Ligue tunisienne des droits de l'Homme), CNLT (Conseil national pour les libertés en Tunisie, AISPP (Association internationale de soutien des prisonniers politiques, Liberté et équité, ALLT (Association de lutte contre la torture en Tunisie), Amnesty International, etc.

- Des associations féministes, comme l'ATFD (Association tunisienne des femmes démocrates) essentiellement animée par des intellectuelles laïques très opposées aux islamistes.
- Des journalistes et des internautes parvenant à contourner des médias relayant la propagande du régime.
- Des artistes dissident-e-s, comme le fameux « Al Général », des associations cinématographiques comme la FTCC, la FTCA, ou venant du monde du théâtre, regroupées depuis 1999 autour d'une plateforme d'action culturelle alternative et anticapitaliste.
- Au sein de ce mouvement social, une place centrale revient au mouvement syndical dont les structures animées par des opposants à Ben Ali ont souvent servi, grâce à leurs ressources militantes et leurs locaux, de base arrière au reste du mouvement social.

Le rôle du mouvement syndical

L'UGTT, la centrale syndicale unique, a été la matrice du mouvement national tunisien du temps de la colonisation. En Tunisie, tout le monde se réclame de Ferhat Hached, un des fondateurs du syndicalisme tunisien, assassiné en 1952 par l'extrême-droite colonialiste avec le concours des services secrets français. L'UGTT est largement issue de la CGT française, mais une rupture est intervenue avec elle autour de la deuxième guerre mondiale après-guerre, suite au refus du PC et du PS de la revendication d'indépendance. L'UGTT s'est alors rapprochée du courant nationaliste incarné par Bourguiba, par ailleurs affilié à l'Internationale socialiste. De cette histoire résultent des relations complexes entre l'UGTT et l'Etat tunisien.

Une fois au pouvoir, Bourguiba a cherché à utiliser le prestige de l'UGTT pour asseoir sa domination, d'où un tiraillement perpétuel de l'UGTT entre deux grands courants non formalisés :

- Un courant de soumission au pouvoir pouvant aller à certains moments jusqu'à une quasi-intégration dans l'appareil d'Etat. Il en découlait une série de prébendes, comme par exemple des postes de députés. En retour, la direction confédérale appelait à voter aux élections pour le parti au pouvoir, et cherchait à freiner les luttes, voir les combattre.
- Un courant de résistance au pouvoir, contrôlant certaines fédérations comme les puissantes fédérations de l'enseignement ou celle des postes et télécommunications ainsi que certaines unions interprofessionnelles régionales ou locales. Les locaux de ces structures servaient souvent de base arrière

à une grande partie de l'opposition sociale et/ou politique. Ce courant a joué un rôle décisif dans les grèves, rassemblements et manifestations qui ont entraîné dans la chute de la dictature.

- Entre les deux, toute une palette de positions oscillant entre l'une et l'autre position.

Donnons deux exemples : Le secrétaire de l'UGTT pour la région de Gafsa était simultanément député du parti de Ben Ali et patron d'entreprises effectuant des travaux de sous-traitance pour les mines de phosphates. Il était personnellement impliqué dans les magouilles concernant les recrutements dans les mines au profit de membres de sa tribu. Face à la mobilisation populaire contre cette injustice, il a tout simplement suspendu les syndicalistes locaux qui s'y étaient impliqués. Et pour couronner le tout, il a été officiellement soutenu par la direction nationale de la centrale syndicale, dont le responsable chargé du dossier était de la même tribu que lui, et présentait les mobilisations populaires comme l'œuvre de dangereux extrémistes ! Le feu vert était ainsi donné à la répression contre des membres de sa propre organisation syndicales qui se sont retrouvés emprisonnés et pour certains d'entre eux torturés. Mais simultanément une autre partie de l'UGTT, dont les syndicats de l'enseignement et celui des postes & télécommunications a pris fait et cause pour les inculpés de Redeyef-Gafsa. Finalement, la centrale a été contrainte de redonner leurs mandats syndicaux aux syndicalistes de Redeyef la veille de l'ouverture du procès, puis de leur apporter un soutien financier ainsi qu'à leur famille.

L'Union régionale de Tunis est, comme il se doit, la principale structure interprofessionnelle de l'UGTT.] Longtemps inféodée au pouvoir, elle avait récemment basculé vers une critique, au moins partielle du régime. Il n'était pas étonnant que, dans ces conditions, elle appelle le 27 décembre à un rassemblement sur la prestigieuse place faisant face au siège de l'UGTT. Cela lui a valu un désaveu public du secrétaire général de l'UGTT, dénonçant nominalement le secrétaire général du syndicat de l'enseignement secondaire qui y avait pris la parole, ainsi que les slogans hostiles à Ben Ali scandés par les manifestants. Signe des temps, avait été mis en ligne sur un des sites de la centrale le communiqué intersyndical français du 30 décembre qui dénonçait clairement le régime, et soutenait nettement les syndicalistes ayant manifesté le 27 décembre. Après un vigoureux débat interne, le balancier est reparti dans l'autre sens : le 4 janvier sortait une déclaration soutenant le mouvement, puis le 11 un appel laissant aux structures locales la liberté d'appeler à des grèves régionales et sectorielles sur tout le territoire. Trois représentants de l'UGTT avaient été désignés par le secrétariat général pour siéger dans le premier gouvernement ayant suivi la chute de Ben Ali. La Commission administrative de l'UGTT leur demandait dès le 18 de démissionner, et exigeait le 21 la démission du gouvernement.

Déclaration fondatrice du « Front du 14 Janvier »

Affirmant notre engagement dans la révolution de notre peuple qui a combattu pour son droit à la liberté et à la dignité nationale et a fait de grands sacrifices dont des dizaines de martyrs et des milliers de blessés et de détenus, et afin d'achever la victoire contre les ennemis intérieurs et extérieurs et de s'opposer aux tentatives avortées pour écraser ces sacrifices, s'est constitué « le Front du 14 Janvier » [1] comme un cadre politique qui s'emploiera à faire avancer la révolution de notre peuple vers la réalisation de ses objectifs et de s'opposer aux forces de la contre-révolution. Ce cadre comprend les partis, les forces et organisations nationales progressistes et démocratiques.

Les tâches urgentes de ce Front sont :

- 1 – Faire tomber le gouvernement actuel de Ghannouchi ou tout gouvernement qui comprendrait des symboles de l'ancien régime, qui a appliqué une politique antinationale et antipopulaire et a servi les intérêts du président déchu.
- 2 – La dissolution du RCD et la confiscation de son siège, de ses biens, avoirs et fonds financiers étant donné qu'ils appartiennent au peuple.
- 3 – La formation d'un gouvernement intérimaire qui jouisse de la confiance du peuple et des forces progressistes militantes politiques, associatives, syndicales et de la jeunesse.
- 4 – La dissolution de la Chambre des Représentants et du Sénat, de tous les organes fictifs actuels et du Conseil supérieur de la magistrature et le démantèlement de la structure politique de l'ancien régime et la

préparation des élections à une assemblée constituante dans un délai maximum d'un an afin de formuler une nouvelle constitution démocratique et fonder un nouveau système juridique pour encadrer la vie publique qui garantit les droits politiques, économiques et culturels du peuple.

5 – Dissolution de la police politique et l'adoption d'une nouvelle politique de sécurité fondée sur le respect des droits de l'homme et la supériorité de la loi.

6 – Le jugement de tous ceux qui sont coupables de vol des deniers du peuple, de ceux qui ont commis des crimes à son encontre comme la répression, l'emprisonnement, la torture et l'humiliation – de la prise de décision à l'exécution – et enfin de tous ceux qui sont convaincus de corruption et de détournement de biens publics.

7 – L'expropriation de l'ancienne famille régnante et de leurs proches et associés et de tous les fonctionnaires qui ont utilisé leur position pour s'enrichir aux dépens du peuple.

8 – La création d'emplois pour les chômeurs et des mesures urgentes pour accorder une indemnisation de chômage, une plus grande couverture sociale et l'amélioration du pouvoir d'achat pour les salariés.

9 - la construction d'une économie nationale au service du peuple où les secteurs vitaux et stratégiques sont sous la supervision de l'État et la re-nationalisation des institutions qui ont été privatisées et la formulation d'une politique économique et sociale qui rompt avec l'approche libérale capitaliste.

10 – La garantie des libertés publiques et individuelles, en particulier la liberté de manifester et de s'organiser, la liberté d'expression, de la presse, de l'information et de pensée ; la libération des détenus et la promulgation d'une loi d'amnistie.

11 – Le Front salue le soutien des masses populaires et des forces progressistes dans le monde arabe et dans le monde entier à la révolution en Tunisie, et les invite à poursuivre leur appui par tous les moyens possibles.

12 – La résistance à la normalisation avec l'entité sioniste et sa pénalisation et le soutien aux mouvements de libération nationale dans le monde arabe et dans le monde entier.

13 – Le Front appelle toutes les masses populaires et les forces nationalistes et progressistes à poursuivre la mobilisation et la lutte sous toutes les formes de protestation légitime, en particulier dans la rue jusqu'à l'obtention des objectifs proposés.

14 – Le Front salue tous les comités, les associations et les formes d'auto-organisation populaire et les invite à élargir leur cercle d'intervention à tout ce qui concerne la conduite des affaires publiques et les divers aspects de la vie quotidienne.

Gloire aux martyrs de l'Intifada et Victoire aux masses révolutionnaires de notre peuple. Tunisie, le 20 Janvier 2011

Ligue de la Gauche Ouvrière
Mouvement des Unionistes Nassériens
Mouvement des Nationalistes Démocrates (Al-Watad)
Courant Baasiste
Gauche Indépendante
PCOT (Parti Communiste des Ouvriers de Tunisie)
PTPD (Parti du Travail Patriotique et Démocratique)

L'islamisme d'Ennahda, quand le politique s'impose sur le religieux

Par Patrick Haenni et Husam Tammam

De la deuxième Intifada palestinienne aux réactions contre les caricatures danoises du Prophète Muhammad, les photos et les radio-trottoirs de la presse ont distillé l'idée que les coups de sang de la « rue arabe » seraient essentiellement fondés sur le religieux. L'hémoglobine de la colère tunisienne - et de l'ensemble des « rues arabes » qui lui ont emboîté le pas depuis - relève pourtant d'une alchimie autre: ni les acteurs de la révolution du jasmin, ni les slogans qui les portaient n'étaient islamistes ; l'encadrement de la rue, quand il existait, était plutôt syndical ; les mots d'ordre étaient plus sociaux et politiques que religieux ou identitaires. Pain et démocratie, l'Etat islamique n'était pas à l'ordre du jour de la colère tunisienne.

« Pour comprendre la révolution du jasmin, ne cherchez pas l'islamiste, remarquait à ce propos un intellectuel de sensibilité islamique encore en exil. Ni une quelconque force politique organisée car tous étaient d'accord pour considérer que tenter la récupération du mouvement et le forcer dans une orientation politique spécifique, c'était potentiellement le faire avorter. C'est vraiment le peuple qui a fait l'événement et, pour le comprendre, il faut d'abord se mettre à l'écoute des rappers et blogueurs. »

Les graffitis sur les murs de Tunis ne s'y sont d'ailleurs pas trompés, saluant un peu partout Facebook et remerciant la musique rap pour avoir rythmé, si ce n'est structuré, « l'héritage de la révolution du 14 janvier », profondément irrigué par une culture jeune mondialisée, en situation de défiance radicale par rapport à l'ensemble du champ politique, opposition comprise.

Absent dans l'organisation du soulèvement, mais bien implanté individuellement dans les différents corps intermédiaires et préparant son comeback en phase de restructuration, l'islam politique va peser lourdement dans l'équation politique de l'après-Ben Ali.

Force dominante de l'islam politique tunisien, le mouvement Ennahda (la Renaissance) est, dans le vaste mouvement de restructuration des forces politiques d'opposition, le point nodal de toutes les interrogations et de toutes les craintes. Mouvement très particulier, tiraillé entre une aile tunisienne laminée par la répression et une élite à l'étranger, passablement déconnectée de la réalité du pays et largement repositionné sur les enjeux de l'islam en Occident, Ennahda est bien spécifique dans le paysage de l'islam politique où il entend se situer « quelque part entre le PJD marocain et l'AKP turc », comme le relève un de ses cadres - c'est-à-dire dans l'affirmation du primat de la logique politique sur l'action prédicative et religieuse.

A ce titre, Ennahda, dans les mois à venir, est bien l'une des pièces centrales du pari « post-autoritaire » tunisien : l'émergence d'une société politique stabilisée ayant réussi le double pari du pluralisme et de l'intégration des islamistes. Obstacle ou occasion à saisir ? Un retour sur l'Histoire incite à l'optimisme.

Pluralisme interne et autonomisation idéologique

Tout d'abord, contrairement à d'autres, le mouvement islamiste tunisien, incarné par Rachid Ghanouchi, n'a jamais été un mouvement avec une tête unique ou une idéologie uniforme et fixe. Le mouvement s'est bien construit sur une matrice intellectuelle commune, à savoir la littérature de base des penseurs rattachés à la mouvance des Frères musulmans égyptiens, mais ce socle de base, dès le cours des années 1980, a été étoffé de références spécifiques.

Ensuite, la tendance islamiste tunisienne ne s'est jamais enfermée dans le dogme de la littérature des Frères musulmans, ni dans l'exaltation du chef charismatique et de ses thèses. En effet, à côté de Ghanouchi, d'autres leaders de sa génération ont exercé une forte influence sur le mouvement. On peut noter des cadres comme Aly al-Arîd, Hamadi al-Jibâlî, al-Sâdiq Shurû, Abdelfatah Murû, lesquels ont doté le mouvement d'une assise idéologique spécifique préparant son autonomisation par rapport à la matrice intellectuelle des Frères musulmans sur laquelle il s'était adossé à ses débuts, et ainsi affirmer sa

spécificité articulée autour du primat du politique sur le religieux.

Un des anciens compagnons de route de ce qui était encore le Mouvement de la Tendance Islamique se rappelle que le mouvement a très tôt, dès les années 1980, supprimé le concept de Hâkimiyya (gestion des affaires de l'Etat et de la société fondée sur le principe que l'adoration revient à Allah seul, NDLR), pierre de touche des fondements religieux du système politique et des manuels d'édification militante dans la ligne de Sayyed Qutb.

Le groupe des « i slamistes progressistes » de Hamid Enneifer et Salaheddine al-Jurshi joua également un rôle important dans l'évolution du mouvement. Tout le but de ce courant a été de tenter de faire percoler les idéaux de liberté politique et de justice sociale dans la doctrine de l'islam politique militant notamment en établissant un véritable débat interne. Les partisans de ce courant étaient en effet régulièrement en dispute avec Ghanouchi sur de multiples points liés notamment aux principes de l'Etat de droit moderne. Ils parvinrent néanmoins, se souvient Salah Eddine al-Jurshi, à faire passer Ghanouchi d'une vision théologique du droit, fondée sur la sharia, à une vision en termes de droit positif. Car, pour ce mouvement revendiquant un positionnement islamique de gauche et une pensée religieuse plus ouverte, la primauté est non à la mobilisation sur les grands slogans de l'islam politique, mais au travail social.

Si leur impact reste, au niveau international, relativement limité, les islamistes progressistes sont parvenus en revanche à développer, au sein d'Ennahda, un certain sens de la Realpolitik, qui a favorisé notamment la volonté de séparer le militantisme politique de l'activité religieuse. Les islamistes progressistes ont d'ailleurs désormais disparu au sein de Ennahda, notamment parce qu'ils ont aussi fait les frais de la crise de la gauche au début des années 1990, engendrant des repositionnements importants de certains d'entre eux, comme Salaheddine al-Jurshi qui s'est dirigé depuis vers des thèses plutôt libérales.

Rachid Ghanouchi est d'ailleurs un penseur atypique dans la mouvance islamiste, fruit d'une accumulation d'expériences et de références dont ne peut se targuer aucun autre dirigeant islamiste contemporain. Socialisé politiquement dans le nationalisme arabe, influencé par Nasser, il passe par différents partis ce qui lui donne une culture politique plurielle que son adoption du crédo islamiste n'a pas amené à renier. Par ailleurs, il quitte tôt la Tunisie. Dans le cadre de ses études, il découvre l'Egypte, puis la Syrie. Il s'établit en France où il fréquente différents milieux. Il se rapproche de l'islam avec le mouvement de prédication populaire de la Jamaat al-Tabligh wa al-Daawa. Puis il découvre pour les écrits de Ali Shariati, le plus « tiers-mondiste » des islamistes, qui se traduit par sa fascination pour le soulèvement iranien comme moment historique de l'affirmation des déshérités, lesquels avaient, pour l'anecdote, provoqué certaines conversions de membres de Ennahda au chiisme.

Ennahda s'est donc construit sur un relatif pluralisme interne : porosité relative à certains thèmes de la gauche, mise à distance du tronc idéologique de l'islam politique des Frères musulmans égyptiens, débat interne véritable.

Sous le jet de pavés contre la gauche, des parfums de rose... un islamisme ouvert à la question sociale

La seconde spécificité du mouvement islamiste tunisien est sa réceptivité relative à la question sociale. Ce qui est loin d'aller de soi. En effet, la majorité des mouvements islamistes peinent à s'abstraire d'une politique identitaire qui les a éloignée des questions sociales et syndicales.

Les Frères musulmans égyptiens n'ont présenté des candidats aux syndicats ouvriers pour la première fois qu'en 1996, et avec une perspective corporatiste plus que militante. Les Frères musulmans jordaniens ont, après un début d'activité dans les années 1980, passé la question sociale à la trappe en préférant se focaliser sur les grandes questions de la géopolitique islamiste, à savoir la Palestine et l'ingérence américaine dans la région.

Par ailleurs, les Frères ne sont pas les représentants patentés des classes déshéritées. Ils ont des intérêts de classe opposés : l'AKP turc est l'émanation d'une petite bourgeoisie d'affaires provinciale, la Jamaa Islamiyya libanaise fait la part belle aux entrepreneurs, les Frères musulmans égyptiens ont une vision sur l'économie structurée par un véritable lobby d'affaires lié à la présence d'un capital islamiste qui s'est constitué par l'exil dans les pays du Golfe.

Le PJD et le mouvement al-Adl wa al-Ihsan, au Maroc, marqués tous deux par une forte implantation syndicale, font exception et tiennent un discours et des positions politiques plus ancrées à gauche.

Surtout, la question sociale restait solidement plantée dans le pré carré idéologique de son pire adversaire politique : la gauche communiste et laïque. Bref, au-delà de la référence incantatoire aux déshérités, l'islam politique n'a pas tant d'affinité idéologique avec la question sociale que cela, d'autant plus qu'il tend, théologiquement, à dépolitiser le souci de justice sociale en le réduisant à un souci moral (le devoir de solidarité des riches et la lutte contre la corruption).

Sur ce plan, l'islamisme politique tunisien ne s'est guère distingué de ses alter ego militants en Afrique du Nord et au Maghreb. Mouvement fortement implanté dans les cercles étudiants, l'islam militant tunisien a cherché par la force à s'imposer sur les campus que les organisations de gauche se sont esquivées à conserver de manière non moins musclée. Il s'est opposé à la grève générale de 1978, réclamant le passage devant les tribunaux des organisateurs selon l'un des leaders actuels de l'UGTT, l'Union générale du Travail en Tunisie.

Mais animosité avec la gauche ne signifie pas nécessairement rejet des causes de la gauche pour l'ensemble de la mouvance: à l'occasion de la grève générale, et alors que les militants islamistes encore dispersés n'avaient aucun ancrage dans le monde ouvrier, Ghanouchi considéra, dans un entretien qu'il nous accorda en 2009, que le jeudi noir fut, pour lui, un des événements les plus formateurs politiquement. Il réalisa à cette occasion que, lorsque la rue tunisienne se mobilise, c'est pour la défense de ses intérêts vitaux, non pour la sharia islamique. Une centralité dont on peut douter qu'elle soit nécessairement partagée par ses cadres : Larbi Guesmi, membre du parti et réfugié politique en Suisse, définit ainsi en termes bien plus classiques les buts de son parti, à savoir la promotion « des valeurs conformes à l'identité du peuple tunisien à majorité arabo-musulmane » (cité dans Le Temps, jeudi 20 janvier 2011).

L'intérêt de Ghanouchi pour la question sociale, c'est aussi au mouvement de la « gauche islamique » qu'il la doit. Ce mouvement, présent aux marges du mouvement islamiste tunisien dès la fin des années 1970, a été influencé par des penseurs comme le philosophe égyptien Hassan Hanafi, mais aussi par des courants chiites, comme Ali Shariati que nous mentionnions, ainsi que par les Mujahidī Khalq (Moudjahidines du peuple). Ce mouvement, connu aussi sous le nom des « islamistes progressistes », diffusa ses idées pendant près d'une décennie à travers la Revue prospective de la pensée islamique, plus connue sous le nom de la « Revue 15/21 » et qui fut un des vecteurs d'ouverture de l'islamisme à des penseurs venus d'autres horizons idéologiques.

Dans les rangs islamistes, la domination de cadres issus des classes moyenne et un souci unanimiste fondé sur le mythe fédérateur de la *oumma* (ou de la nation pour les plus politiques d'entre eux) avaient engendré, parmi les cadres islamistes, un certain mépris pour la question ouvrière, voir plus généralement la question sociale. Une partie des dirigeants d'Ennahda, au contraire a relativement tôt fait en partie sienne la symbolique ouvrière. Le mouvement a été ainsi le premier parti islamiste à célébrer le 1er mai, « fête des ouvriers » en arabe (*'eid al-'umâl*). La question sociale occupa rapidement une certaine place dans les prêches délivrés par les cadres du mouvement, lequel s'attela à développer une littérature de base sur la question.

Le retour de l'immigration a, en revanche, de fortes chances de rendre plus centrale la question sociale dans les revendications du groupe islamiste. En effet, non seulement beaucoup des cadres du « Nahda de l'émigration » sont souvent en interaction forte avec la gauche alors que les plus jeunes se sont souvent ralliés à la mouvance de Tariq Ramadan, bien positionnée à gauche dans son approche des enjeux afférents à la question sociale.

Par-delà le dogme, une capacité d'ouverture politique et de concessions idéologiques

En conséquence, aucun parti islamiste sunnite n'a pris la question de la justice sociale autant au sérieux que l'islam politique tunisien. Ce qui facilite le contact avec la gauche.

Dans le cadre de l'alliance politique du 18 octobre 2005 (appel lancé par représentants d'associations de la société civile et de partis politiques pour le respect des droits politiques et humains, NDLR), rassemblement de partis d'opposition qui s'était entendu sur une plateforme politique de revendication

démocratique regroupant trois tendances (islamistes, gauchistes, libéraux), les revendications sur les questions qui fâchent (statut personnel, condition de la femme, droit) ont offert un bon exemple. Elle a montré un islamisme certes en position d'opposition conservatrice, mais non intransigeant sur le dogme et capable de mettre des bémols à ses revendications initiales; « il ne fait pas de doute que les années de répression - mihna - ont fait mûrir politiquement les cadres du mouvement dans le pays, notamment en les poussant à clarifier clairement une vision séparant le religieux et le politique », observe un intellectuel tunisien, regrettant toutefois qu'on ne puisse se fonder sur une véritable production intellectuelle afin de fonder ces impressions sur des textes.

La plateforme du 18 octobre est parlante sur plusieurs points : d'une part, elle montre que l'islamisme est capable d'entrer dans des processus de délibération, y compris avec son pire ennemi idéologique, le communisme. Elle montre ensuite que l'islamisme peut faire des concessions, ce qui se fit d'ailleurs au prix de fortes polarisations en interne, toute une aile d'Ennahda refusant précisément les accommodements qui fondèrent la position du mouvement dans la dynamique du 18 octobre. Enfin, last but not least (et point capital pour l'avenir de la Tunisie), elle montre aussi que la gauche tunisienne, si elle est bien dans des positions de défense de certains acquis propres à la Tunisie (laïcité, statut de la femme), n'est pas nécessairement dans une position éradicatrice face à l'islam politique d'Ennahda alors même qu'elle est, pour le moment, dans un rapport de force relativement favorable. Si les anciens communistes du Tajdid (Renouveau) campent sur une position de refus total de l'islam politique, d'autres comme le Parti Démocratique Progressiste, parti de gauche libérale, sont pour leur intégration, comme l'est aussi le Parti Ouvrier Communiste Tunisien.

Selon un intellectuel de sensibilité islamiste, « le chemin a été difficile. Il y a 20 ans de cela, islamistes et gauchistes se promettaient mutuellement la mise à mort en cas de prise de pouvoir des uns ou des autres. Et lorsque Ben Ali a commencé à réprimer Ennahda, la gauche s'en est bien accommodée, avant de subir elle-même le même sort dans les années qui suivirent. Et dans les geôles, alors que tous devenus victimes, les premiers contacts sérieux ont pu s'établir. »

Du côté des syndicats, la tendance dominante de l'UGTT a également renoncé, depuis la chute de Ben Ali, à qualifier Ennahda de « fascisme islamiste ».

La méfiance reste certes de mise. Dans les rangs de la gauche, on dénonce le populisme de Ennahda et on se souvient de son refus au grand moment du syndicalisme tunisien: la grève général de 1978. Quant aux chefs de Ennahda, ils redoutent la persistance de forces «éradicatrices» dans le gouvernement comme dans les rangs de la gauche. Mais un pas important a été franchi avec l'initiative du 18 Octobre, qui a posé un engagement de principe pour une entente minimal nécessaire au vivre ensemble.

La rupture avec l'héritage des Frères musulmans – et le passage de la question sociale à la démocratie

L'intégration de la question sociale par l'islamisme a facilité l'ouverture de l'islamisme aux autres forces politiques. Difficilement. Mais si l'ouverture a eu lieu, c'est moins sous la contrainte des règles du jeu politique (comme en Egypte dans les années 1980 où les Frères, pour accéder au Parlement, ont du faire alliance avec des partis reconnus) que dans le cadre d'un partage minimum de valeurs lequel, une fois encore, n'a pas empêché les confrontations musclées des années 1980.

En effet, d'une part, la question sociale, adoptée par les futurs leaders d'Ennahda dès la fin des années 1970, a permis un rapprochement avec la gauche syndicale. Mais au-delà, sous l'influence tant de Rachid Ghanouchi que de certains courants internes comme les islamistes progressistes, le rapport à la référence démocratique s'est apaisé. La dynamique a été progressive, mais elle a été rendue possible par deux facteurs.

D'une part, l'autonomisation idéologique vis-à-vis de la doctrine traditionnelle des Frères musulmans. Dans les années 1980, à travers la production des différents courants mentionnés comme la gauche islamique, mais aussi grâce à l'évolution intellectuelle de Ghanouchi, le mouvement prend ses distances par rapport à la littérature traditionnelle des Frères musulmans. Ghanouchi pose les jalons d'une pensée spécifique, dès 1981 à travers sa thèse de doctorat portant sur la question des libertés publiques Il réfléchit sur des thèmes portant bien sur la question des libertés: sur la femme, sur la question du statut des minorités non religieuses dans l'islam. L'aboutissement de la réflexion se cristallise en 1993 dans son livre Libertés

publiques dans l'Etat islamique, publié par le Centre des Recherches de l'Unité arabe, basé à Beyrouth, une maison d'édition d'ailleurs plus nationaliste arabe qu'islamiste.

D'autre part, la volonté d'ancrer leurs mots d'ordre dans le nouveau référentiel et de couper les ponts, non seulement avec une partie de l'héritage des Frères musulmans, mais aussi avec l'esprit de mouvement de prédication qui dominait encore le MTI. La décision de passer du mouvement religieux au parti politique a été prise au congrès de 1988. Le traditionnel slogan des Frères musulmans « L'islam, c'est la solution » a été remplacé par « La liberté, c'est la solution » et de manière non purement démagogique: par là, les leaders du futur Ennahda affirmaient avant tout le primat d'une vision politique et partisane sur leur précédente orientation de prédication. De l'intérieur, le mouvement est aussi vu comme une phase de réancrage national dans la tradition tunisienne. Le passage du prédicatif au politique s'accompagne d'un retour sur la tradition religieuse tunisienne malékite, voire sur un certain patriotisme national incarné par des poètes comme Abu al-Qâssim al-Shâbî.

Ces dynamiques ont affecté le mouvement sur plusieurs plans : tout d'abord, la rupture claire avec la tentation du travail clandestin, puis la régulation interne du mouvement islamiste par des procédures - et un mode de fonctionnement - de type démocratique, enfin une volonté de faire primer le politique concret sur l'idéologique. Pour Aly Al-Arîdhî, « nous ne voulons pas d'Etat religieux mais un Etat démocratique fondé sur le seul principe de citoyenneté ». En clair, cela revient à « laisser la promotion des valeurs religieuses à la société civile », c'est-à-dire, a contrario, à séculariser les mécanismes institutionnels de la compétition politique: «si on entre dans la sphère publique, il faut la gérer avec les mécanisme de fonctionnement et les concepts qui lui sont propres». Une forme de sécularisation par « effet de champ » qui entraîne une seconde conséquence majeure : la mise à l'écart de la notion de shumuliyya, renvoyant à l'idée que l'islam est une réponse programmatique et totale, pierre de touche du message de Hassan al-Bannah, fondateur des Frères musulmans, est considéré désormais comme « ayant été dépassé ».

D'un côté, cet aggiornamento parvient à rassurer une partie des compagnons de route. Pour cet ancien membre des islamistes progressistes, opposés à Ennahda, deux acquis au sein du parti peuvent être considérés comme définitifs : l'acceptation de la spécificité de la femme tunisienne et de la régulation de la compétition politique par les urnes.

D'un autre côté, et par suite de ce mouvement d'émancipation de la matrice Frères musulmans initiale et d'avancées réelles sur le plan du rapport à la démocratie, Ennahda a adopté des positions très critiques à l'égard des Frères égyptiens. Rachid Ghanouchi a, par exemple, condamné leur programme de 2007, en affirmant qu'en refusant la présidence aux coptes et aux femmes et en voulant placer le processus législatif sous la supervision d'un conseil d'oulémas, les Frères ne se fondent pas sur une acceptation pleine et entière du principe de citoyenneté. A l'inverse, du côté des Frères, la perception de Ghanouchi est contrastée : fils spirituel du dirigeant soudanais Hassan al-Tourabi critiqué pour avoir tenté de développer une mouvance islamiste parallèle à celle des Frères musulmans égyptien pour les uns, islamiste d'orientation libérale pour les autres. Il est critiqué par certains comme Rafiq Habib, le penseur copte et compagnon de route très écouté au sein de l'aile conservatrice des Frères égyptiens, qui voit dans l'ouverture conceptuelle du chef d'Ennahda les prémices d'un mouvement paradoxal de sécularisation, précisément parce qu'il entérine de facto la séparation de la sphère religieuse et de la sphère politique.

L'improbable confiscation de la révolution par l'islamisme

L'avenir de Ennahda ne saurait être déduit de son expérience passée. Et le contexte de reconstruction politique post-autoritaire soulève plusieurs interrogations et autant de dilemmes. Comment va se passer la restructuration en Tunisie du « Nahda de l'exil » (Nahda al-Mahjar) et du « Nahda de l'intérieur » (Nahda al-dâkhil) ? Les prérogatives de ce dernier ont été considérablement renforcée lors du dernier congrès général du parti en 2007, dans un contexte d'affirmation d'une nouvelle génération politique qui préférerait, selon un proche de Ennahda, voir Rachid al-Ghanouchi ne pas trop occuper le devant de la scène politique et laisser la place aux nouveaux cadres politiques de l'intérieur. Comment va se coupler une base militante interne porteuse désormais d'une culture politique propre, faite d'expérience carcérale, de tractations diverses avec le pouvoir, de dialogues avec l'opposition, de grèves de la faim, et une direction politique et intellectuelle profondément marquée par l'expérience de l'islam en Occident ?

Deux points structurels se dégagent pourtant de ce bref retour historique sur l'expérience islamiste tunisienne.

Tout d'abord, le fait que Ennahda ne pourra pas faire cavalier seul dans la restructuration du pouvoir. Contrairement à d'autres pays, comme l'Egypte, où les Frères musulmans sont les seuls à tenir tête au régime, Ennahda s'inscrit dans une configuration d'oppositions où la gauche non seulement n'a pas été laminée mais où, depuis les années 1970, elle a tenu haut le pavé par le biais de l'activisme syndical. Le syndicalisme a été jusqu'à ce jour le principal contre-pouvoir au régime de parti unique tant sous Bourguiba que sous son successeur.

En d'autres termes, l'islamisme sera obligé de composer, c'est-à-dire de transiger avec le dogme. Et la plateforme du 18 Octobre rappelle qu'il a d'ores et déjà prouvé qu'il en était capable.

Ensuite, Ennahda revient au pays dans un moment politique arabe où les islamistes légalistes ont globalement fait leur aggiornamento: le souffle du grand soir ne les porte plus, le pragmatisme domine, la grammaire de l'Etat-nation et la référence à la démocratie se sont imposés. Or Ennahda, loin de s'inscrire en faux, est à la tête de ce mouvement, conscient dès le début que c'est sur des questions concrètes, à commencer par la question sociale, qu'ils seront jugés par le peuple. Ennahda a, dès sa naissance, tiré un trait sur le romantisme révolutionnaire, s'est montré peu intéressé par les grands slogans religieux et identitaires, a pris acte, dans les documents du manifeste du 18 Octobre, des acquis de la femme tunisienne et a compris que son futur se jouera sur le politique concret.

Dans un contexte de champ religieux fortement déstructuré, privé de discours savant depuis la mise au pas de la Zeitouna par Bourguiba, avec des prêches du vendredi imposés (souvent lus, sourit un enseignant de sensibilité religieuse, par des officiers de police retraités), le tout sur fond de poussée sensible du salafisme via les chaînes satellite et les sites Internet, le mouvement Ennahda est ainsi, s'il maintient le cap idéologique pris ces dernières années, non seulement une pièce centrale de l'équation politique de sortie de l'autoritarisme, mais aussi un facteur potentiel de stabilisation d'un champ religieux en attente de bouleversements en profondeur avec la fin du régime de Ben Ali.

Patrick Haenni est chercheur à l'Institut Religioscope. Il est l'auteur, notamment, de L'Ordre des caïds, conjurer la dissidence urbaine au Caire (Éd. Karthala, 2005) ; L'Islam de marché, l'autre révolution conservatrice (Éd. du Seuil, 2005) ; et a codirigé avec Stéphane Lathion, Les Minarets de la discorde (Gollion, Infolio, 2009). Husam Tammam est journaliste et chercheur au Caire.

Cet article a bénéficié de la relecture attentive de Nicolas Dot Pouillard, Ridha Ajmi, Mehrez Drissi, Nahla Chahal, Mongi Abdennabi.

Leçons tunisiennes

Par Hocine Belalloufi

L'acte 1 de la révolution démocratique et sociale, en Tunisie, s'est achevé avec la chute du dictateur Ben Ali. Cette révolution n'est pas terminée, mais elle est déjà pleine d'enseignements pour les peuples du monde arabe et d'Afrique. En voici quelques uns à titre non exhaustif :

1. Aucune dictature, aucun régime autoritaire ne sont invincibles, ne sont éternels.
2. Le peuple seul est en mesure, par sa mobilisation et sa détermination, de renverser les régimes dictatoriaux et autoritaires.
3. Les révolutions (nationale, démocratique et sociale, socialiste) ne se décrètent pas au niveau des états-majors. Elles sont le produit de contradictions économiques, sociales, politiques et idéologiques qui cheminent à leurs propres rythmes et, souvent, de façon souterraine. Il suffit d'une étincelle pour les faire jaillir, pour « mettre le feu à la plaine ». Mais cela n'arrive que lorsque les contradictions sont arrivées à maturité. Il faut donc éviter deux attitudes contraires mais tout aussi fausses l'une que l'autre : la résignation qui affirme que « ca ne changera jamais » et l'impatience qui considère que « tout peut changer tout de suite ».
4. La question sociale (revendications socioéconomiques des masses déshéritées) joue un rôle essentiel dans la survenue des révolutions. Elle en constitue le ressort principal. C'est ce que ne peuvent ni ne veulent saisir les démocrates libéraux qui ont une tendance inexorable à minimiser l'impact de la question sociale, voire à la rendre invisible. Ils tentent ainsi de marginaliser les revendications sociales afin d'orienter le mouvement vers un objectif « purement politique » qui est, en réalité, leur accession/association au pouvoir. Ils prônent alors la même politique économique antinationale et antisociale menée par les régimes dictatoriaux et autoritaires précédents.

Les démocrates libéraux ne chevauchent les révolutions démocratiques et sociales que pour exercer le pouvoir car les classes sociales dont ils sont les représentants politiques (bourgeoisie et couches supérieures de la petite-bourgeoisie) ont réglé leurs problèmes sociaux élémentaires. En revanche, les masses déshéritées (sous-prolétariat, prolétariat, couches inférieures et moyennes de la petite-bourgeoisie) font la révolution pour la liberté, mais aussi et en un seul et même mouvement, pour le pain.

5. Affirmer le caractère fondamental de la question sociale ne doit pas mener, à l'inverse, à occulter la dimension politique démocratique – et national dans les pays dominés par l'impérialisme – de la révolution. La révolution démocratique et sociale possède un substrat économique et social fondamental. En se soulevant et en avançant leurs revendications économiques et sociales, les masses contestent, non quelques mesures éparpillées ou une « mauvaise gouvernance », mais des politiques profitant à des minorités bourgeoises et à l'impérialisme, politiques menées contre la majorité. De ce fait leur révolte possède donc déjà un caractère politique démocratique. Cette dimension démocratique est renforcée par la dialectique contestation/répression qui amène le mouvement à se heurter au pouvoir, et non plus seulement à un ou plusieurs patrons. Souvent issue de révoltes sociales, les révolutions démocratiques contestent alors le régime politique en place, parce qu'il est responsable de la misère et qu'il les réprime.

6. Revendications sociales, nationales et démocratiques ne sont donc pas opposables dans la révolution démocratique. Elles sont au contraire indissolublement liées dans les pays dominés à régime dictatoriaux et autoritaires. C'est pourquoi il convient de qualifier ces révolutions de « révolutions démocratiques et sociales ». Ne prendre en considération que les revendications sociales amène les classes populaires à ne pas contester le régime politique qui est responsable de leur situation de misère. Cela revient, soit à l'aider à se maintenir, soit à laisser la direction de la révolution aux forces démocrates bourgeoises et petites-bourgeoises libérales qui répondent, elles, à l'aspiration des classes populaires, y compris prolétariennes, à la liberté politique. A l'inverse, ne pas prendre en considération les revendications nationales et sociales amène à l'échec de la révolution démocratique car cela démobilise les masses déshéritées qui en constituent le fer de lance. Une telle attitude ne peut que profiter au régime dictatorial ou autoritaire en place. Il n'y a qu'à observer, dans les pays à régime dictatorial, la marginalisation des oppositions démocrates libérales qui se désintéressent des problèmes sociaux. Si, par miracle ou par le fruit de

circonstances exceptionnelles, la révolution démocratique arrive à renverser la dictature ou le régime autoritaire tout en ignorant les problèmes sociaux et nationaux, on arrive à la situation sud-africaine où la misère sociale s'étend et où la politique libérale ne peut être menée que de façon autoritaire, ce qui tend à annuler les libertés conquises.

7. Chaque classe possède donc sa propre vision et sa propre démarche dans la révolution démocratique. La bourgeoisie et la petite-bourgeoisie sont portées, à des degrés et selon des formes diverses, au compromis avec la dictature, de peur d'être débordées par les masses populaires, prolétariennes en particulier. Les représentants politiques de ces classes sont donc inconséquents et prêts à trahir la révolution démocratique pour quelques strapontins. Le prolétariat constitue la classe la plus conséquente dans le combat pour la liberté politique qu'il mène jusqu'au renversement total du régime dictatorial et non seulement du chef de la dictature. C'est pourquoi il prône le remplacement du régime par un gouvernement révolutionnaire provisoire issu de la révolte populaire. Un gouvernement dont la tâche est de préparer des élections libres à une Assemblée constituante souveraine, seule chargée de déterminer l'architecture – c'est-à-dire la nature, le contenu et la forme – des futures institutions. Ce gouvernement révolutionnaire provisoire prend en même temps des mesures immédiates, sur les plans économique et social, en faveur des masses et en rupture avec le système de domination économique et politique impérialiste.

8. Ce caractère conséquent, qui consiste à faire converger puis fusionner les différents aspects (social, démocratique, anti-impérialiste) du combat et à mener ce dernier jusqu'au bout, n'est pas spontané. Ils nécessitent l'existence d'une force politique organisée disposant d'une stratégie : le parti du prolétariat. Les éléments les plus avancés sur le plan politique doivent donc, à côté de leur participation à la révolution et à la construction d'organisations de masse (syndicats, associations, comités...) participer à la construction de l'indispensable direction politique. Dans le cas contraire, si le prolétariat ne dispose pas de son propre parti de classe, il n'est pas prêt politiquement au jour « J ». La politique ayant horreur du vide, ce sont des forces politiques représentant d'autres classes sociales qui prennent la direction de la révolution démocratique et sociale en atrophiant totalement sa dimension sociale et anti-impérialiste. Cette absence politique du prolétariat peut même amener le pouvoir en place à faire échouer cette révolution.

9. La révolution tunisienne, quelles que soient ses limites objectives et ses erreurs subjectives, inaugure une nouvelle ère dans le monde arabe et en Afrique : l'ère des révolutions démocratiques et sociales. Ces révolutions se font contre les dictatures et régimes autoritaires et contre les démocrates impérialistes qui soutiennent depuis toujours et continuent de soutenir partout ces dictatures. La révolution démocratique tunisienne met donc à l'ordre du jour le renversement de tous les régimes dictatoriaux et autoritaires. Mais ce renversement adviendra au rythme propre des luttes politiques et sociales de chaque pays. Croire que les peuples de ces régions vont se soulever à quelques semaines ou quelques mois d'intervalle voire le même jour constitue une impardonnable erreur. Ce qu'il faut, c'est travailler à aiguïser les contradictions, à les faire mûrir et à construire les instruments subjectifs de la révolution afin d'accélérer le processus de libération des peuples de la région..

10. La révolution démocratique et sociale tunisienne confirme que dans leur lutte pour la démocratie, les peuples des pays dominés se heurtent, indirectement ou directement, à l'impérialisme (France, Etats-Unis...) qui soutient les dictatures en place. Ces dictatures sont les représentants politiques de bourgeoisies compradores soumises qui jouent le rôle de relais des groupes financiers et des multinationales des grandes puissances capitalistes mondiales. Ainsi, les révolutions démocratiques et sociales dans les pays dominés possèdent un caractère anti-impérialiste, surtout lorsqu'elles sont dirigées de façon conséquentes par des forces politiques qui lient en un seul tout revendications politiques, sociales et nationales (souveraineté économique). Les révolutions démocratiques et sociales dans la région du Grand Moyen-Orient et en Afrique) participent donc, au même titre que les résistances nationales (Sahara Occidental, Palestine, Liban...), à la contestation de l'ordre impérialiste. Aussi ces deux types de luttes doivent-ils être intégrés à une stratégie révolutionnaire internationale visant à remettre en cause le capitalisme mondial qui constitue la cause fondamentale de l'existence et de l'extension de la misère sociale et du maintien de l'oppression politique par des régimes dictatoriaux ou autoritaires soumis à l'impérialisme. Cette contestation de l'ordre capitaliste s'incarne dans le socialisme, c'est-à-dire dans la prise du pouvoir par le prolétariat et ses alliés paysans pauvres, masses déshéritées, et couches opprimées, suivie de l'ouverture d'un processus de socialisation des moyens de production et de distribution et de démantèlement des appareils de domination politique.

Alger, le 21 janvier 2011

Révolution unisienne: « Le peuple veut dissoudre ce gouvernement »

Par Nizar Amami

L'opération de ravalement de façade de la bourgeoisie tunisienne a connu un premier succès d'importance alors même que la révolution tunisienne ne cesse de s'étendre au reste du monde arabe. Le « nouveau » gouvernement provisoire tunisien, toujours dirigé par le Premier ministre Ghannouchi, issu du régime de Ben Ali, n'aura pas tardé à montrer son véritable visage. Ce 28 janvier, la police a brutalement dispersé - provoquant la mort d'un manifestant - les occupants de la place de la Kasbah, à Tunis, qui exigeaient la chute du gouvernement Ghannouchi, même « remanié ». La contre-révolution relève la tête, accélérant la décantation entre les classes sociales un moment « unanimes » (en apparence) lors de la fuite de Ben Ali. D'une part le prolétariat urbain et paysan veut poursuivre la révolution jusqu'au bout, tandis que la bourgeoisie, soutenue par l'impérialisme et entraînant une bonne partie de la petite bourgeoisie, exige la fin des grèves, des manifestations et le retour à la « normalité ». Et elle s'en donne les moyens. En face, par contre, la direction du syndicat UGTT a de nouveau capitulé en reconnaissant la légitimité du nouveau gouvernement « d'unité nationale », semant ainsi la confusion et la division dans les forces populaires, mais aussi la contestation à sa base. Si, dans la capitale, le retour à « l'ordre » semble prédominer pour l'instant, dans l'intérieur du pays, où de nombreux Conseils de défense de la révolution se sont constitués et exercent de facto le pouvoir, les masses restent mobilisées avec les mêmes exigences immédiates: la destruction complète de tous les vestiges de la dictature, l'épuration et la condamnation des coupables, ainsi que la convocation d'une Assemblée constituante. Nous reproduisons ci dessous une interview (réalisée avant les événements du 28 janvier) de notre camarade Nizar Amami, syndicaliste PTT et porte-parole de la Ligue de la Gauche Ouvrière, organisation-soeur de la LCR en Tunisie et qui fait partie du « Front du 14 janvier », rassemblant les partis de la gauche radicale et des forces nationalistes. (LCR-Web)

Wassim Azreg – Pourquoi peut-on parler de révolution en Tunisie ?

Nizar Amami – C'est une révolution dans tout le sens du terme, mais selon un nouveau schéma. Tant dans la manière dont ce mouvement s'est construit, que dans le souffle qu'il a trouvé pour continuer. Ce qui se passe en Tunisie est la première révolution du XXIe siècle. Avec comme objectif, une nouvelle société et une Constituante capable de fonder une vraie démocratie répondant aux problèmes sociaux et économiques.

Cette dynamique continuera jusqu'à ce que les revendications populaires et démocratiques soient atteintes. Ce n'est pas une révolution classique, tant par les moyens techniques utilisés pour contourner le blocus mis en place par la dictature (Facebook, les SMS, les téléphones mobiles...), que dans les demandes et revendications qui sont passées du droit au travail et à une vie digne, à la volonté d'être libre et au cœur de la démocratie.

Cette révolution a également utilisé des formes plus classiques comme la grève générale dans les régions, des manifestations et des cercles de discussions partout. Mais elle a aussi bénéficié, jusqu'à présent, de la non-participation de l'armée aux massacres, ce qui a permis à cette vague populaire de s'exprimer. C'est une révolution permanente tant dans ses modes d'action que dans ses revendications. Au départ, les actions étaient organisées pendant la journée, mais ensuite, face à la police politique qui agissait la nuit, elles sont devenues nocturnes. Il était ainsi possible de contrer la police et d'avoir un avantage tactique quant à la reconnaissance du terrain et des quartiers.

Après la chute du dictateur et face aux exactions des bandes armées lancées par l'ancien régime, des comités d'autodéfense se sont mis en place. Aujourd'hui, face à la vacance du pouvoir local, ces comités ont pris le contrôle des anciens locaux du RCD pour gérer les affaires de certaines villes et gouvernorats (préfectures). Ils montrent ainsi la voie et tracent les contours des nouvelles étapes du processus révolutionnaire.

Ces comités sous toutes leurs formes et modalités d'action défendent les acquis de cette révolution. Ils ne sont pas prêts à s'arrêter avant d'avoir obtenu la satisfaction de toutes leurs revendications, comme le montre le slogan actuel « le peuple veut dissoudre ce gouvernement ».

Quelle est le rôle joué par le mouvement syndical ?

À côté et avec ces organisations populaires, se trouvent en première ligne des syndicalistes et certaines structures syndicales qui ont imposé leur orientation au secrétariat général de l'UGTT, la centrale syndicale unique.

La gauche syndicale, certaines fédérations et unions locales et régionales de l'UGTT sont aujourd'hui au cœur du processus révolutionnaire. Ce n'est pas un hasard, car depuis plusieurs années déjà, on a vu des fédérations appeler à des grèves sans l'accord du secrétariat général. Ces structures ont même, dans certain cas, montré la voie dans les luttes et dans la manière de s'organiser. C'était, par exemple, le cas des unions locales du bassin minier de Gafsa, il y a trois ans.

Grâce à la mobilisation populaire, la gauche de l'UGTT a pu vaincre l'orientation de sauvetage de l'ancien régime portée par le secrétariat général de la centrale. Cela s'est traduit par un soutien du bureau exécutif de l'UGTT aux grèves générales organisées dans certaines régions et qui ont participé à la chute de Ben Ali.

Depuis le début des manifestations, l'action des militants syndicaux des fédérations de l'enseignement secondaire et primaire, de certains secteurs de la santé, des PTT (poste et télécommunications), des chômeurs diplômés, s'est conjuguée à celle des avocats et des étudiants de l'Union générale des étudiants de Tunisie (Uget). Les militants syndicaux ont joué un rôle important sinon primordial dans l'organisation et l'encadrement des manifestations. Une des preuves du rôle clé du syndicalisme, est que de nombreuses manifestations sont parties des locaux de l'UGTT. Les syndicalistes ont également joué un grand rôle dans les débats locaux et la création des comités, ainsi que dans la marche populaire vers la capitale à partir du 22 janvier.

Qu'est-ce que le Front du 14 janvier ?

Le Front du 14 janvier représente une partie importante de l'opposition tunisienne. Il s'est constitué avec les événements de ces derniers jours et la fuite du dictateur. C'est un cadre politique qui permet de regrouper de nombreuses forces de gauche et nationalistes arabes. Il participe à Tunis et dans d'autres régions aux manifestations et à la radicalisation des revendications.

C'est une réponse au processus révolutionnaire actuel afin de donner corps aux slogans mis en avant par les manifestants. Son but est de proposer une alternative populaire, ouvrière, progressiste et révolutionnaire face aux forces contre-révolutionnaires. La plateforme jusqu'ici proposée a besoin d'être précisée et approfondie. Les discussions et l'évolution de la situation vont y contribuer. Ce front se veut une force de proposition permettant la rupture avec le système économique et social dominant, afin de pouvoir prendre à bras-le-corps les questions du chômage, de la précarité et de la paupérisation de pans entiers de la société. Il appelle aujourd'hui à la création d'une Assemblée constituante élue respectant la parité. Celle-ci doit comprendre toutes les forces politiques, associatives et syndicales issues du mouvement populaire. Elle doit préparer une nouvelle Constitution permettant aux citoyens de déterminer la nature de l'État à mettre en place.

Propos recueillis à Tunis par Wassim Azreg (Commission Maghreb du Nouveau Parti Anticapitaliste, France), le 25 janvier 2011

Mohamed Bouazizi ne s'est pas immolé pour un bouquet de jasmin

Par Anis Mansouri

Révolution de jasmin ? Printemps arabe ? La machine médiatique globalisée s'est mise en marche pour mettre en boîte et édulcorer des mouvements révolutionnaires que l'impérialisme et les bourgeoisies concernées entendent étouffer au plus vite. Pour faire le point sur la situation en Tunisie, nous nous sommes entretenus avec notre camarade Anis Mansouri, de retour de Tunis.

Jean Batou – Que peut-on dire du nouveau gouvernement provisoire d'unité nationale ?

Anis Mansouri – Jeudi 27 janvier, un troisième gouvernement provisoire d'« unité nationale » a été mis en place à Tunis. Il est formé de trois anciens ministres du RCD (parti de Ben Ali), dont Mohamed Ghannouchi, l'ancien Premier ministre, artisan des politiques dictées par les instances financières internationales. De plus, le nouveau gouverneur de la Banque centrale, Kamel Nabli, est issu des sommets de la Banque mondiale, où il était responsable pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. A côté de ces poids lourds et des institutions de la dictature toujours en place (gouvernorats régionaux, forces de répression, etc.) que pèse réellement le « renouveau », incarné par les autres membres du gouvernement, issus d'autres secteurs ?

Quel a été le rôle de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) et comment ont évolué ses positions au cours de ces dernières semaines ?

En dépit de l'attitude de certains membres de son Bureau exécutif, et surtout de son secrétaire général, Abdesslem Jrad, qui s'est désolidarisé des meetings organisés dans les locaux du syndicat, et a même rencontré Ben Ali à plusieurs reprises, les membres de l'UGTT ont joué un rôle important pour faire le lien entre les revendications sociales du mouvement et ses perspectives politiques. Pendant une période, la Commission administrative de la Centrale (86 membres) a joué un rôle important dans la direction politique du mouvement, poussant à demander le départ immédiat de Ben Ali. Elle a même exigé que les sommets de la bureaucratie syndicale retirent leurs trois ministres du second gouvernement mis en place par le Premier ministre. Le jeudi 27 janvier, cette même Commission administrative a cependant accepté de soutenir le troisième gouvernement provisoire, tout en refusant d'y participer. Elle a aussi exigé la mise en place de commissions de réforme et d'investigation. Cette évolution est très dangereuse, dans la mesure où elle répond à la volonté des privilégié-e-s tunisiens et des grandes puissances internationales de stopper le développement du processus révolutionnaire.

Mais où en est le mouvement populaire ? Peux-tu décrire ses formes d'organisation et d'action ?

Jusqu'à l'annonce du troisième gouvernement, le 27 janvier, il y avait des grèves générales par région et des grèves reconductibles par secteur (de l'enseignement aux transports). Des comités de quartier auto-organisés avaient vu le jour très rapidement pour s'occuper de l'auto-défense du mouvement contre les milices du pouvoir. Ils se sont transformés par la suite en comités d'action et de mobilisation (ravitaillement, occupations, etc.). Il faut aussi mentionner le fameux mouvement des « Caravanes de la liberté », qui est parti de l'intérieur du pays (en particulier du Centre et du Sud-Est, mais aussi du Nord-Ouest) pour camper devant les édifices officiels du gouvernement avec une seule exigence : faire tomber le régime Ben Ali et son gouvernement. L'un des participants a d'ailleurs lancé à l'une des figures de l'opposition qui siège dans le gouvernement actuel : « Vous nous traitez d'affamés ; oui, nous le sommes... Affamés de liberté et de dignité, alors que vous n'êtes affamés que de pouvoir et de sièges ». Ce sont ces femmes et ces hommes, ces colonnes de manifestant-e-s, qui ont occupé la place Al-Kasbah à Tunis. La première décision du troisième gouvernement, aujourd'hui soutenu par l'UGTT, a été de les faire évacuer très brutalement par les forces de répression. Ils-elles sont rentrés dans leurs villes et villages en héros et y poursuivent le mouvement, notamment en occupant les locaux régionaux du parti-Etat (RCD). Quarante-deux d'entre eux/elles sont actuellement poursuivis devant les tribunaux pour avoir résisté à la milice et à la police.

Quelles sont les forces qui soutiennent aujourd'hui ce troisième gouvernement d'unité nationale et

quelles sont celles qui s'y opposent ?

Toute la frange libérale du mouvement démocratique soutient ce gouvernement, de même que l'Ordre des avocats, qui a joué un rôle très important dès le début du soulèvement. Leur mot d'ordre essentiel c'est : « Ni RCD, ni chaos ! ». De son côté le mouvement islamiste En-Nahdha, dont le dirigeant historique Rached Ghannouchi est revenu de son exil à Londres, le 30 janvier, a appelé lui aussi à soutenir ce gouvernement. Avec l'appui de la majorité de la Commission administrative de l'UGTT, ce consensus rassemble donc des forces considérables. Seul le Front du 14 janvier, qui fédère essentiellement les différentes composantes de la gauche anticapitaliste, continue de revendiquer la liquidation effective de l'ancien régime et l'élection d'une Assemblée constituante. Il est composée du Parti communiste des ouvriers tunisien, PCOT ; de la Ligue de la gauche ouvrière ; du Parti du travail patriote et démocratique ; des Patriotes démocrates ; des Indépendants de gauche ; ainsi que des nationalistes arabes (baathistes et nassériens).

On entend constamment répéter que les femmes sont opprimées et disqualifiées dans le monde arabe. Peux-tu nous dire quel a été leur rôle dans le processus révolutionnaire tunisien ?

Dès le début, les femmes ont largement porté la mobilisation. Plusieurs d'entre elles sont tombées sous les balles des forces de répression. De même, le mouvement féministe a joué un rôle de premier plan, même s'il est aujourd'hui scindé en deux, comme le reste du mouvement, par rapport à l'attitude à adopter face au troisième gouvernement provisoire. Le 29 janvier, les féministes ont d'ailleurs organisé une grande manifestation pour une totale égalité citoyenne, qui a pu se tenir malgré de nombreuses provocations et agressions de la part de la milice, avec la complicité de la police. Le lendemain, des féministes revendiquant une Tunisie libre et démocratique ont été brutalement agressées par certains militants islamistes venus accueillir Rached Ghannouchi à l'aéroport de Tunis (une vidéo circule largement sur facebook, qui montre ces violences détestables). Il est ainsi très important aujourd'hui d'affirmer notre solidarité avec le mouvement féministe en Tunisie.

Tu parles du rapport de forces entre formations politiques et syndicales, mais que sont devenues les revendications sociales du mouvement populaire ?

Les composantes libérales et islamistes de l'opposition ne soutiennent pas sérieusement les revendications sociales qui sont à la base du mouvement : le droit au travail, le développement régional équitable, l'accès aux services publics et une vie digne. Pour les mêmes raisons, elles refusent d'aller jusqu'au bout du processus politique révolutionnaire, qui nécessiterait la destruction des institutions de l'ancien régime, la dissolution du parti-Etat et des forces de répression, ainsi que l'élection d'une Assemblée constituante. Pourtant, de larges secteurs du mouvement populaire continuent à porter les revendications qui sont la raison même de leur colère. Cela représente donc un grand défi pour les forces anticapitalistes que de donner un débouché politique et organisationnel à ces larges secteurs paupérisés, faute de quoi, le risque est grand que le mouvement ne s'essouffle dans les jours et les semaines à venir.

Propos recueillis par Jean Batou

1er février 2011. Interview faite par le périodique suisse « solidaritéS » et à paraître dans son n° 82.

Un processus révolutionnaire ?

Par Chawqui Lotfi

La Tunisie n'a connu de « miracle économique » que pour la mafia régnante, la grande bourgeoisie et les multinationales. Comme de nombreux pays voisins, l'intégration à la mondialisation capitaliste a abouti à une concentration sans précédent des richesses, une croissance économique peu productrice d'emploi, un développement inégal des territoires et une dégradation générale des conditions de vie et de travail. Comme dans le reste des pays du Maghreb et du monde arabe, la libéralisation, a abouti à une dérégulation et une hausse des prix des denrées de base. Derrière les chiffres de la croissance se profilait en réalité, un appauvrissement de secteurs de la population y compris des classes moyennes. Mais dans ce mouvement général, le clan Ben Ali/Trabelsi s'est érigé comme une fraction monopoliste, accaparant d'une manière frauduleuse les entreprises rentables dans tous les secteurs de l'économie, en alliance ou non, avec le capital étranger et local. La concentration du pouvoir économique et politique a atteint des niveaux tels que même des secteurs de l'impérialisme ont exprimé leur hostilité par rapport aux pratiques « maffieuses ».

C'est y compris des secteurs du patronat qui voyaient leurs intérêts menacés. Le revers de ce processus est que les classes populaires, à la différence des années post indépendance ne voyaient aucune possibilité de promotion sociale, d'amélioration même partielle de leurs conditions de vie et que la jeunesse majoritaire dans ce pays, relativement plus qualifiée et diplômée, était condamnée à un chômage de masse et une précarité structurelle. Le pacte clientéliste et de « paternalisme social » mis en œuvre sous l'ère de Bourguiba, s'est largement effrité. La dictature s'est elle même aveuglée en pensant qu'un Etat policier suffit par l'usage ou la menace de l'usage de la force, à maintenir un consentement du côté des opprimés. C'est à la veille du soulèvement, une société précarisée ou s'expose d'un côté l'arrogance des riches et de l'autre des formes diverses de d'exaspération sociale qui se présente derrière le miracle tunisien.

L'autre élément tient à l'épuisement de la légitimité de la dictature, bien avant le soulèvement. L'étouffement radical des libertés et des droits démocratiques s'appuyant sur un Etat policier qui imposait un contrôle social généralisé a produit deux effets majeurs. L'absence de contre pouvoirs, médiations politiques, associatifs et dans une certaine mesure, syndicaux qui aurait pu canaliser même partiellement, les aspirations sociales et démocratiques. Entre la dictature et la population, il n'y avait que la figure du leader autocratique et un appareil répressif dévoué. Le haut degré de corruption, l'extension des pratiques de racket à tous les échelons de l'administration, la généralisation de l'arbitraire des corps répressifs et des symboles de l'autorité qui ne se contentaient pas d'instaurer un climat de peur, mais exigeaient une obéissance caricaturale, aussi bien individuelle que collective, témoignaient du fait que la façade démocratique n'était qu'une vitrine destinée à l'extérieur. Elle n'a pu, à aucun moment, laisser entrevoir, même timidement, la possibilité d'une évolution institutionnelle ou d'une auto réforme du régime.

Bien avant le soulèvement actuel, des signes avant coureurs, pointait un changement du climat social et politique. Les luttes à Gafsa et ben Gardanne qui se sont prolongées durant des mois ont mis en avant le peuple d'en bas et donné lieu à des confrontations de masses qui ont, par certains aspects, déstabilisé la dictature et fait la démonstration qu'il était possible de lutter et de résister malgré elle. Malgré la forte répression, l'appareil sécuritaire a été dans l'incapacité d'anticiper le mécontentement, ni de mesurer sa profondeur, ni même réellement de l'arrêter. Extrêmement efficace quand il s'agit de traquer les opposants organisés, les militants de droits de l'homme, les cybers dissidents, il s'est trouvé partiellement en difficulté face à une colère sociale qui a un soutien populaire. Ces luttes, malgré la censure imposée, ont frayé leur chemin dans la conscience collective. Il est légitime et possible de résister, de surmonter la peur et de faire face.

C'est à la fois l'épuisement de la dictature et les conséquences des politiques d'adaptation au libéralisme qui sont le creuset du soulèvement. Le mot d'ordre récurrent des manifestations « de travail, liberté, dignité » illustre à lui seul l'expression des aspirations. Mais cela n'explique pas les formes particulières, ni la dynamique actuelle du processus engagé.

La contestation à proprement dite traduit le rejet de la misère, de l'incapacité à vivre et la négation de la dignité. Mais ce qui est important est le mouvement même du soulèvement. Parti des régions

marginalisées, il a connu une extension relativement rapide vers les grandes villes et notamment de leurs quartiers périphériques. La mondialisation capitaliste a redéfini l'espace de la lutte en cristallisant les maillons faibles du système dans des territoires qui sont exclus de la modernité capitaliste ou plutôt constituant le revers de celle-ci, là où la logique concrète de prédation et de profit détruit les conditions sociales de la reproduction de la force de travail, vide les services publics de toute mission publique, fait des administrations un lieu de corruption et d'arbitraire, relègue les droits les plus élémentaires au néant et impose pour la grande majorité une logique de survie. La connexion avec les quartiers populaires traduit cette identité de situation où se concentre d'une manière plus explosive, plus resserrée les contradictions sociales. La révolution tunisienne n'est pas le fait des cyber dissidents ou des élites oppositionnelles appartenant aux classes moyennes mais des couches les plus pauvres et les plus opprimés du peuple et notamment des secteurs sociaux liés à l'économie informelle de survie. La base sociale immédiate, celle qui a pu déclencher la lutte et ouvert la porte à un embrasement général de différentes forces/ couches sociales, est dans ce qu'on pourrait qualifier de « prolétariat informel ».

Dans ce processus où le ras le bol est généralisé, les forces motrices qui ont donné une dynamique globale de la lutte, ont permis son extension et sa consolidation, sont portées par la jeunesse scolarisée ou « enchomagée », des corporations spécifiques confrontées aux rouages de la dictature (avocat, juges), des secteurs populaires et des travailleurs, non pas sur la base d'une identité de classe achevée mais comme peuple-citoyen (ce n'est pas un hasard que les manifestations étaient émaillées de drapeau tunisien et l'hymne national servent d'expression commune), à des secteurs de la classe moyenne, y compris supérieure. C'est ce large front social qui a tenu tête et isolé le régime provoquant sa défaite et la fuite du dictateur. Mais sans l'entrée en lutte des nouvelles générations liés au prolétariat informel qui sont aussi des secteurs non organisés par les forces politiques et syndicales traditionnelles, même si des militants ont pu jouer un rôle d'animation, le processus révolutionnaire n'aurait pas pris (ni gardé) cette profondeur et détermination.

Processus révolutionnaire

En Tunisie, le processus a connu plusieurs phases qui traduisent sa dynamique interne et l'évolution de la situation générale.

Le premier moment a été la constitution de fait, dans la rue, d'un front social, interclassiste où apparaissait une unité sociale et politique du peuple autour de la contestation du régime policier et du départ du dictateur. Ce processus a trouvé sa force dans le soulèvement spontané de larges couches de la population et dans la capacité de forces plus organisées et en premier lieu le mouvement syndical à soutenir, malgré des contradictions, la contestation populaire et de l'amplifier. S'il est incontestable que ce soulèvement manifeste une spontanéité radicale, se développe sans direction(s) politique(s) organique(s), il est tout aussi incontestable que l'action des courants organisés, sous leurs diverses formes, avec un rôle particulier pour le mouvement syndical, a permis l'extension et la consolidation du mouvement. Mais il s'agit de processus partiellement autonomes se renforçant mutuellement. L'appel à la grève générale du 14 janvier a permis de souder les différentes forces sociales et de catalyser un rapport de force social et politique qui dévoilait la faiblesse du régime et a permis la radicalisation de l'exigence démocratique.

Une deuxième phase s'est ouverte, avec la constitution du gouvernement provisoire de Ghanouchi. Ce gouvernement qui a le soutien des puissances impérialistes vise à maintenir une continuité institutionnelle et à préserver l'appareil de la dictature...sans le dictateur. Son « ouverture », sur l'opposition légale largement inféodé pour une grande part et à des personnalités dites indépendantes, ses promesses de transition démocratique ne visent qu'à gagner du temps, rétablir l'ordre et mettre fin à toute contestation. Il s'agit de canaliser le soulèvement dans un cadre institutionnel et électoral qui renouvelle la façade démocratique en le nettoyant des aspects et des personnages les plus contestés de la dictature. Reste que quelles que soit les annonces et elles sont nombreuses, ce gouvernement n'a pas de légitimité ni d'appui dans l'opinion. Trop peu et trop tard. Si l'action des milices de ben Ali a entraîné un mouvement large de constitution de comités populaires de défense civique et donner une légitimité politique à l'exigence de la dissolution de l'appareil de la dictature, le soutien et l'appel implicite et parfois explicite de l'armée à la constitution de ces comités tend à accréditer la nécessité de l'ordre et à réduire les tâches de ces comités à une simple fonction de « police » et « d'alerte ».

Il est prématuré et excessif de voir dans ces comités les vecteurs d'une auto organisation de masse ou la base d'un contre/double pouvoir naissant même si existent des exemples ou des tentatives, d'élargissement de leurs prérogatives. Mais c'est essentiellement le cas dans des villes/régions de

l'intérieur où la destitution de fait des représentants de l'ordre a créé un vide politique et administratif rempli par des comités de défense de la révolution (wilaya de siliana, , sidi bou ali, Kasserine...). Et ce n'est pas un hasard, c'est là où le mouvement de masse a ses racines populaires et révolutionnaires et où la déstabilisation de la dictature a fait sauter ses maillons faibles. Mais c'est un processus différent de la première vague de constitution des comités et qui ne touche pas les centres stratégiques du pouvoir.

On note ainsi une baisse relative, fluctuante, du caractère de masse des manifestations par rapport à la première phase du processus, mais avec le maintien d'une forte radicalité, sans qu'il soit possible de considérer cette baisse comme le signe certain d'un reflux ou d'une réserve/ expectative de secteurs populaires, devant la difficulté bien réelle de définir des objectifs politiques de mobilisation qui poserait cette fois la question de la conquête du pouvoir et d'une rupture démocratique radicale. On ne peut non plus balayer d'un revers de main, le poids de toute une propagande menée bien au-delà du pouvoir sur les risques du chaos, de la fuite des investisseurs étrangers, des risques de crise, de vide politique etc...ni, celui très réel, des problèmes concrets du quotidien qui n'ont pas disparu avec la chute de Ben ali. Reste qu'en même temps, la politisation réelle de la société tunisienne est loin de s'éteindre, mais ce qui se met en œuvre est bien un processus de différenciation sociale et politique sur la dynamique à donner au processus.

Ainsi une partie des forces libérales, social libérales, réformistes ont fait le choix politique d'accompagner de l'intérieur ou de l'extérieur les tentatives de replâtrage du régime, même si certaines d'entre elles, ont dû suspendre ou retirer leur participation, sous la pression populaire, de peur d'être à leur tour complètement discréditées. D'une manière plus indépendante, les alliances autour de l'appel du 14 janvier ont permis de dépasser l'état de fragmentation des courants démocratiques oppositionnels et de la gauche radicale, de courants nationalistes même si certains de ces courants le font par défaut, et de poser les objectifs de la lutte politique qui permettraient d'avancer vers une rupture démocratique.

L'exigence de la démission du gouvernement, de la dissolution du RCD imbriqué organiquement aux institutions de l'état à tous les niveaux et du démantèlement des institutions répressives, l'exigence d'une assemblée constituante, sont autant de points d'appui pour relancer le mouvement de masse. La décision de l'UGTT ou de certains de ses secteurs de continuer la lutte autour d'objectifs partiels mais convergents s'est avérée essentielle durant cette phase. Il y a bien une logique antagoniste qui se développe entre les tenants de l'approfondissement du processus et ceux qui cherchent à la stabiliser.

Une troisième phase s'est ensuite ouverte : La caravane de solidarité n'est pas seulement une forme d'action populaire de plus dans un mouvement foisonnant. En bravant l'état de siège et s'installant devant les centres du pouvoir, elle marque la détermination de la révolution. Elle s'appuie sur la fraction la plus mobilisée du pays. « L'une des caractéristiques singulières de la révolution tunisienne est qu'elle ne s'est pas imposée à partir de la capitale à l'ensemble du pays, mais au contraire, qu'elle a commencé en dehors de la ville, dans le centre-ouest, dans les zones les plus reculées et abandonnées, pour atteindre seulement à la fin le noyau économique et administratif de la capitale ».

Nous pourrions rajouter que cette singularité s'est emparée de la capitale pour porter le refus de la confiscation de la révolution. Mais elle témoigne aussi d'une des principales faiblesses du processus actuel : la caravane de la solidarité a certes un appui et existe un réel mouvement de sympathie, mais il s'agit au moins dans la capitale d'une forme de délégation à la poursuite de la lutte. Il n'y a pas d'extension dans la capitale même, de la lutte, sous des formes actives qui permettrait au-delà de la place de la casbah et des lieux du pouvoir, de dresser un « front de la rue ». Comme si il n'y avait pas de « continuité entre la capitale et les régions de l'intérieur », et que le camp populaire soudé autour du départ de Ben Ali, ne trouve pas les marques d'une homogénéité dans la lutte et où les fractures villes/ campagnes, salariat stable/ prolétariat informel, travailleurs/ petite bourgeoisie, restent des marqueurs invisibles de différenciation.

La réaction s'organise du côté des adversaires, de plus en plus fermement, aidé par le maintien d'un contrôle total des médias. Il serait faux de sous-estimer les forces de la contre-révolution, même si indéniablement le mouvement de masse est resté jusque là à l'offensive et a déjà engrangé des victoires politiques. La faiblesse du gouvernement actuel, en termes de légitimité, compense, pour un temps, mais pour un temps seulement, les faiblesses du processus révolutionnaire. D'une part, la chute du dictateur et l'affaiblissement réel du parti/Etat ne signifie pas que ce dernier, qui avant la révolution, disposait de plus de deux millions de membres, n'a plus de base sociale et d'appui. Les rouages de la dictature ont su installer un clientélisme qui traverse toutes les couches sociales, encore fonctionnel, ce sont des centaines de milliers de personnes qui profitaient à un degré ou un autre des passe-droits et des arrangements

concedés par le système, ce qui explique en partie d'ailleurs la longévité du système. Des secteurs de la société hostiles à ben Ali, la bourgeoisie certes mais aussi les commerçants du bazar, des couches de la petite bourgeoisie sont également hostiles à un processus de radicalisation et « s'impatiente ».

Les tentatives de contre manif organisées par le RCD, balayées certes par les contre manifestants, témoignent de forces de réserves y compris dans des secteurs populaires. Les milices du RCD et l'appareil de police, affaiblies sont loin d'avoir été démantelées. Si il y a une crise réelle profonde du régime politique sous l'effet de l'irruption d'un mouvement populaire, et en raison de l'incapacité du gouvernement à stabiliser la situation, il n'y a pas encore une crise généralisée de l'Etat et nombre d'institutions résistent, quittent à se tailler de nouveaux habits. Le remaniement ministériel qui diminue le poids apparent des ministres liés au RCD est sans doute la dernière concession faite dans ce qui paraît maintenant comme une guerre d'usure contre le mouvement populaire. Le gouvernement ghanouchi se prépare à reprendre l'offensive. Il a montré sa capacité à bloquer l'afflux de nouveaux manifestants de l'intérieur du pays et ses tentatives de démantèlement du camp populaire devant la Kasbah commencent à porter ses fruits, l'armée elle-même laisse faire quand elle n'intervient pas directement pour imposer par exemple l'interdiction de la marche appelée par l'Union Régionale de Travail du Kef. La nouvelle coalition gouvernementale appuyée par la bureaucratie syndicale encourage l'isolement et la répression des structures syndicales liées au mouvement populaire.

Une quatrième phase est largement amorcée et indique les limites atteintes par le mouvement de masse et les difficultés du processus à cette étape. Il y a une stabilisation relative des rapports de force. La grande vague de contestation se sectorialise et se régionalise avec des points de fixation et d'ancrage très inégaux. Le pouvoir a repris la main en impulsant un retour « à la normale » dans les grandes villes. Le centre est entrain d'encercler la périphérie devant l'éloignement d'une dynamique ascendante qui maintenait sous des formes diverses une pression globale. La guerre d'usure où le temps devient un facteur politique est mené habilement. La première vague révolutionnaire se heurte à l'absence d'une alternative/ direction(s) politique immédiate et à caractère de masse. Sans pour autant que le pouvoir soit en mesure d'imposer une défaite profonde et un recul généralisé.

La question de l'armée n'est pas secondaire dans ce contexte. Certes, l'armée en Tunisie est une petite armée de 35000 hommes. Historiquement le pouvoir politique l'a toujours marginalisé pour qu'elle n'ait pas de velléité politique. Elle n'est pas pour autant neutre comme en témoigne son rôle décisif dans la répression de masse, sanglante en 1978 [1] et décembre 83 [2]. Dans le processus actuel, l'armée a acquis une légitimité populaire pour avoir refusé de réprimer le peuple et concouru au démantèlement partiel des milices et de la garde de Ben ali. Ce soutien populaire fait pression sur elle, y compris sur son état major, pour cultiver l'apparence d'une neutralité. D'autant plus qu'elle n'a pas la force équivalente des appareils répressifs traditionnels pour contrôler l'ensemble du pays.

Mais en réalité, l'état major, lié à l'administration américaine, mise sur une transition qui respecte l'ordre constitutionnel de la dictature. Il a assuré que l'armée était garante de la révolution et donc « avec le peuple » mais il a demandé aux manifestants de lever le siège du gouvernement, et ce afin que ce dernier puisse travailler et réaffirmer que l'armée est le garant de l'ordre constitutionnel. Une situation qui verrait se concrétiser la chute du gouvernement actuel ou simplement un approfondissement de la polarisation sociale et politique la mettrait au devant de la scène, quelque soit le scénario, comme rempart possible pour préserver les intérêts des classes dominantes et de l'impérialisme. Les possibilités de fracture interne ne sont pas exclues mais ne sont pas certaines non plus, car le message d' « un changement » dans l'ordre peut devenir crédible. Et dans tous les cas le mouvement de masse est désarmé dans tous les sens du terme pour faire face à une telle situation.

L'impérialisme encore présent : Il est par ailleurs incontestable, sans parler de la France et de l'Italie, que l'impérialisme américain a des intérêts spécifiques qui ne sont pas tant importants sur le plan économique mais qui ont une valeur stratégique dans le dispositif de la « lutte antiterroriste » et du contrôle sécuritaire de la méditerranée. Au cours de la dernière décennie, la dictature était une pièce maîtresse du dispositif du « dialogue méditerranéen » et une base arrière de la « lutte contre le terrorisme ». L'utilisation des ports de Bizerte, Sfax, Sousse, Tunis par l'OTAN, tout comme les formes de collaboration entre les forces spéciales de Ben ali et les militaires USA, témoignent de cette importance.

Mais il y a évidemment d'autres raisons ; un processus démocratique radical ouvrirait la voie à moyen terme à une déstabilisation régionale y compris des régimes alliés dont la stabilité est essentielle pour les USA. Il paraît également impossible que l'Etat d'Israël, soutien de Ben ali qui a su imposer une

normalisation politique (officiuse) avancée, accepte un changement démocratique populaire sans réaction majeure, comme en témoigne diverses déclarations. Il est fort probable que la stratégie impérialiste ne prenne pas à cette étape la forme d'une intervention directe mais consiste d'une part à appuyer l'armée et des forces politiques modérés, y compris le courant islamiste comme solution de rechange et laisse carte blanche aux dictatures voisines (Algérie, Lybie) le soin d'intervenir dans le processus. Ces Etats sont dans l'incapacité absolue d'accepter à leurs portes, la moindre ouverture démocratique sous la pression populaire, sans parler de changements plus profonds.

Le soulèvement populaire s'est effectué contre un parti-Etat capitaliste dépendant dans le cadre d'une crise globale et structurelle du capitalisme mondial. A sa manière ce processus traduit l'approfondissement des contradictions sociales et politiques qui commencent à secouer plusieurs pays et régions du monde, indépendamment des particularités de leur situation nationale. Dans le sud de la méditerranée, des décennies de politiques d'ajustement structurel combinées à l'impact de la crise actuelle, nouent une situation d'instabilité sociale et politique généralisée, d'autant plus que, l'affaiblissement de l'impérialisme européen, déstabilise les formes traditionnelles de soutien aux régimes autoritaires. L'impérialisme français en particulier a été dans l'incapacité de réagir, si ce n'est d'une manière défensive et caricaturale, à la poussée du processus révolutionnaire.

Replacé dans le cadre plus large de la région arabe/ Proche orient, la combinaison des crises sociales et des légitimités inexistantes ou restreintes des régimes autoritaires, légitimités qui connaissent un épuisement global, amplifié par la crise actuelle, et d'un environnement structuré par la permanence de la question palestinienne et de questions nationales non résolues, les possibilités que se cristallisent une série de maillons faibles à court et moyen terme ne sont pas exclues. Dans tous les cas, les marges de manœuvres des pouvoirs dominants se sont rétrécies et un vent de panique pas toujours maîtrisé, s'empare des classes dominantes confrontées pour la première fois à la chute d'un dictateur en raison d'un soulèvement populaire, de la poursuite de la mobilisation et sans que les soutiens occidentaux soient en mesure, jusqu'à présent de s'y opposer.

La dynamique actuelle en Egypte, mais aussi dans une certaine mesure en Algérie, concentre les effets de la révolution tunisienne même si elles se développent sur la base de leurs propres contradictions internes et se confrontent à des obstacles différents. Sans qu'on puisse en définir les rythmes, un basculement est entrain de s'opérer dans la partie sud de la méditerranée, qui amènera à une redéfinition des politiques impérialistes, pour prévenir/ anticiper la fin de règne de nombreux dictateurs.

Limites et contradictions du processus : Le processus est traversé de contradictions mais l'élément principal est qu'aucune des questions soulevées par la contestation populaire n'est prête à être résolue aujourd'hui et que la crise du régime politique est loin d'être finie. Nous sommes bien dans un contexte où ceux d'en bas refusent le pouvoir ou maintiennent une défiance profonde et ceux d'en haut n'arrivent pas à imposer une légitimité de domination et de paix sociale. La véritable difficulté, non résolue des dominants, est l'inexistence, pour le moment, d'une alternative bourgeoise au RCD qui disposerait d'un soutien significatif. La bourgeoisie tunisienne n'a eu historiquement aucune autonomie et n'a gouverné que par la médiation de dictatures qui servaient objectivement ses intérêts mais sans lui permettre de se doter de partis organiques. C'est une des raisons du soutien au gouvernement par l'ensemble des forces politiques modérés (et de leur faiblesse).

L'autre difficulté tient pour les dominants est qu'il est impossible de se débarrasser du RCD, ni même de le recycler sans que soit remis en cause les institutions de l'Etat. Séparer le parti de l'Etat est une mission quasi impossible sans une remise à plat des institutions et c'est qui donne à l'exigence d'un démantèlement du RCD un contenu radical. Reste que du côté du camp populaire, la détermination, le maintien d'un niveau important de mobilisation même couplé à des objectifs démocratiques radicaux ne suffiront pas à déplacer qualitativement le centre de gravité des rapports de force en sa faveur, si ne se construit pas un processus de convergence sociale et démocratique, ouvrier et populaire permettant d'élever le niveau de une confrontation. La révolution n'a pas encore gagné/soudé toutes les forces nécessaires à un changement radical. C'est une chose de se virer un dictateur et c'est déjà beaucoup mais c'en est une autre d'en finir avec l'appareil et le système de la dictature.

Le moment démocratique de la révolution tend aujourd'hui à polariser les forces sociales. Cela ne veut pas dire que la question sociale est absente. Elle a été au cœur du soulèvement d'une manière liée à la lutte contre la dictature mais l'aspect principal est bien la question démocratique. Pour une raison évidente : dans le niveau de conscience dominant c'est la dictature (et pas nécessairement le capitalisme dépendant

et la bourgeoisie) qui est le responsable de la situation sociale. La corruption, la dilapidation des biens publics, le détournement et vol des deniers publics, le népotisme, l'absence de politiques sociales sont ramenés à la mafia de ben ali et son appareil qui considérait les richesses du pays et l'Etat comme sa propriété. Par ailleurs, en l'absence d'un mouvement ouvrier indépendant cristallisé ou même d'une opposition sociale sur des bases de classes et d'une activité propre des travailleurs, c'est la dimension interclassiste, populaire qui a donné sa marque au processus dans son ensemble. Le fait que le mouvement syndical ait été une des forces motrices et reste la colonne vertébrale de l'organisation de la résistance ne modifie pas cette coordonnée.

La part des revendications sociales mises en avant reste timide et ce sont les exigences démocratiques qui focalisent l'orientation syndicale. Le slogan « nous pouvons vivre avec de l'eau et du pain mais pas avec le RCD » condense cette réalité. Pour autant la possibilité que la question sociale occupe le devant de la scène et permette au mouvement populaire d'affirmer un caractère de classe plus marqué est contenue dans la dynamique même de cette révolution démocratique. L'exigence de la restitution des avoirs du clan Trabelsi/Ben Ali, du contrôle des comptes, la mise à nu des complicités patronales, la transparence sur la corruption, pose d'une manière pratique la question de la répartition des richesses, (sans pour autant aborder frontalement la question décisive de la propriété, même si les courants radicaux défendent la revendication de nationalisation). La destitution des cellules professionnelles dans une série d'administrations économiques et d'entreprises pose en creux la question du contrôle. Les employés de la banque BNA, de l'assureur STAR ou de la compagnie aérienne Tunis air vidant leurs patrons en sont des exemples même s'il faut bien voir que cela est loin d'être un mouvement généralisé et n'aboutit pas pour autant à la formation, sous une forme ou une autre, d'un contrôle des salariés.

Il s'agit d'un processus surdéterminé par la lutte contre la dictature plus que par l'affirmation autonome des aspirations sociales. Si chaque pas en avant dans la confrontation politique ouvre des directions, des fenêtres vers la question sociale comme question globale et notamment autour de l'exigence de l'emploi, des salaires et de la répartition des richesses, , il faut bien noter, la faiblesse des critiques et d'objectifs revendicatifs concernant la dépendance de la dictature par rapport aux multinationales, l'impérialisme et les institutions internationales et la mise en œuvre d'un néolibéralisme sauvage, qui ont constitué le terreau de l'enrichissement maffieux d'un côté et de la misère de l'autre. . .

Au-delà des aspirations sociales pour plus de justice sociale, de droits et de l'existence de revendications sociales partielles, le mouvement de contestation populaire n'est pas structuré par des revendications qui auraient une portée sociale globale et anti impérialiste. Du moins à cette phase du processus. L'élément marquant reste la faiblesse de la mobilisation, des revendications et des grèves dans les secteurs clefs de l'économie et point névralgique de sa connexion à l'économie mondiale : les ports, le textile, le bâtiment, les centre d'appel. En réalité, ce sont plutôt dans les secteurs populaires liés à la jeunesse en chômage et au prolétariat informel, des quartiers périphériques et de la « Tunisie de l'intérieur » que le lien entre revendications sociales et démocratique est le plus fort.

Cette dissymétrie des rythmes sociaux et politiques renvoie à l'hétérogénéité du camp populaire, aux effets sur la durée que le soulèvement démocratique n'a pas complètement renversé , de l'absence d'un mouvement ouvrier indépendant qui aurait accumulé d'une manière significative des expériences de luttes autonomes sur le terrain social, du faible enracinement syndical dans les entreprises tourné vers le marché mondial. Mais aussi au poids spécifique de la petite bourgeoisie laborieuse aux intérêts contradictoires dans les grands centres.

Cette réalité renvoie aussi au caractère spécifique des forces organisées du processus révolutionnaire. Le mouvement syndical à travers l'UGTT joue un rôle central. Cette centralité s'explique par la base de masse maintenue qui est assez exceptionnelle dans certains secteurs notamment dans la fonction publique. Elle tient aussi au fait que l'UGTT durant toute son histoire et dès sa fondation s'est retrouvée dans une logique de concurrence/cooptation politique avec les tenants du régime. L'UGTT s'est inscrite à des degrés divers comme un courant syndical-politique (hétérogène) au sens où la question de la participation au pouvoir ou de sa contestation traverse son histoire.

Le processus populaire a permis à la gauche de se renforcer en s'appuyant sur la pression de la base mais c'est le basculement du « centre » qui a permis de changer le rapport de force interne et de neutraliser partiellement le courant bureaucratique et le plus inféodé au régime. Reste que l'unité de la gauche et du centre repose sur un consensus implicite : le maintien de l'unité de l'appareil, y compris avec l'aile bureaucratique et la quasi absence de revendications sociales centrales (unifiantes) qui pourraient

mobiliser les travailleurs sur la base de leurs intérêts spécifiques.

Que cette situation vienne d'appréciations tactiques ou de la réalité des rapports de forces réels bien plus contradictoires que l'on ne pense est relativement secondaire par rapport à son effet politique immédiat : une autolimitation politique partielle qui ne permet pas de mobiliser au delà des secteurs traditionnels où la gauche est influente, une politique de pression maintenue sur le régime mais qui ne développe pas une perspective de mobilisation générale des travailleurs. Même si évidemment, la mobilisation populaire continue de se nourrir de sa propre dynamique. Par ailleurs, y compris au sein de la gauche syndicale, ou de certaines de ses composantes, la perspective d'une confrontation de classe avec le patronat dans son ensemble n'est pas clairement posée ou reléguée à une étape ultérieure au profit d'une rhétorique de la construction d'une économie nationale et de la nécessité de préserver le tissu économique....

Autre limite sensible, la force de masse du syndicat se concentre essentiellement dans le public plutôt que dans le privé et il existe encore moins de liens organiques avec le prolétariat informel et la jeunesse précarisée. Le soutien aux comités populaires est un soutien de principe, variable et aléatoire, mais ne se traduit pas par la recherche de convergences organiques, ni par l'aide à la construction de ces comités comme des instruments de défense organique des masses populaires, même si là encore existe, là où le processus est le plus avancé, un soutien réel des équipes syndicales. Mais ces limites doivent être relativisées car tout ne dépend pas des états major syndicaux, même les plus combatifs. Dans le contexte actuel, l'émergence explicite de revendications sociales même si elles sont relatives à tel ou tel secteur, pourrait servir de détonateur et d'encouragement pour de larges couches de travailleurs, les grèves mêmes sectorielles ou régionales peuvent accélérer les possibilités d'un mouvement d'ensemble. A plus forte raison lorsque qu'il s'agit de mouvements reconductibles, assorties de mobilisations de masses et articulés à l'objectif de la démission du gouvernement. Les milices du RCD qui cherchent à réoccuper par la force un certain nombre de locaux syndicaux pour briser cette dynamique revendicative montre bien qu'un des nœuds centraux de la confrontation se joue aussi là.

Le mot d'ordre d'un gouvernement de l'UGTT ou de l'UGTT et des courants sociaux et politiques lié au processus révolutionnaire a peut être l'avantage d'indiquer une voie possible. Mais elle suppose une défaite réelle des courants conciliateurs et bureaucratique, et l'affirmation d'une orientation de lutte qui permette d'aller au delà de la pression et confrontation partielle avec le gouvernement actuel pour donner corps à une mobilisation d'ensemble , ouvrière et populaire.

Or l'orientation actuelle de l'UGTT est le fruit de compromis mouvants selon les lignes de force internes et externes aux syndicats, compromis qui implique à la fois la poursuite de la mobilisation et le maintien de l'exigence de la démission et qui en même temps, affirme la « nécessité de rassurer tout le monde pour se consacrer effectivement aux réformes annoncées » et appelle tous les travailleurs à se dresser contre les tentatives d'entraves au fonctionnement normal des institutions et leurs retour à la normal , et aussi à rester sur ses gardes pour la défense de nos acquis et éviter au pays tout vide ». La décision de la direction de l'UGTT suite aux propositions de remaniement ministériel d'accepter, sans y participer, la « nouvelle » composition gouvernementale, tout comme la proposition de mettre en place des commissions mixtes d'élaboration de réformes, si elle devait se confirmer, serait un net recul, pour la gauche et verrait le centre probablement se rallier à cette perspective. Il est difficile pour le moment d'apprécier si un tel positionnement aura, sur la durée, un impact sur les mobilisations, les rapports de forces internes et externes et de quelle manière.

La question de l'alternative politique est clairement posée par la crise du régime. . Le front du 14 janvier est le fruit de cette prise de conscience. Reste que ce front qui a établi une plateforme démocratique radicale répondant aux enjeux immédiats de la lutte contre la dictature constitue une alliance par défaut, éclectique, et dans lesquels un certain nombre de composantes n'ont pas ou plus de substance militante réelle. Dans ce front, la gauche radicale pèse comme force organisée mais est confrontée à des problèmes spécifiques. Les défaites sociales et politiques antérieures, la violence de la répression, les conditions d'une lutte clandestine, les crises idéologiques successives, la faiblesse des moyens ont affaibli la plupart des courants contraints d'ailleurs pour beaucoup à se concentrer sur le terrain des droits de l'homme.

Les directions actuelles de ces courants sont marquées par ce passif et ne se sont pas renouvelées. Certaines personnalités liés à ses courants sont connues et respectées mais les organisations en tant que telles sont et restent faiblement implantées. Elles sont confrontées à la nécessité immédiate de construire un pôle démocratique radical, public, visible et crédible et de renforcer, en même temps, leurs propres forces dans le processus même qui fait émerger des avants gardes de luttes, une nouvelle génération

militante. Le pourront-elles ? C'est une question qui reste ouverte et décisive...Notons que nombre de ses militants notamment sur le terrain syndical et social ont une légitimité réelle s'appuyant sur des solidarités sociales et militantes et une longue pratique de résistance. Et qu'ils sont l'aile marchante de la résistance, les plus en phase avec les aspirations sociales et démocratiques. C'est sans doute un point d'appui pour consolider la gauche radicale, tout comme son indépendance par rapport au régime. Mais les questions de l'articulation politique au mouvement en cours sont loin d'être réglés.

La question des liens entre construction et alliance politique, mouvement syndical, comités populaires au cœur même du processus révolutionnaire reste entière, y compris dans la perspective d'une conquête du pouvoir. Le lien avec les forces réelles de la révolution n'est pas acquis. Tout comme la question du programme et des mots d'ordre dans la situation concrète d'aujourd'hui. La bataille pour l'assemblée constituante, des élections réellement libres, un gouvernement issu/ lié aux mobilisations, la dissolution des institutions répressives comme objectifs centraux sont partiellement déconnectés des batailles immédiates pour imposer ici et maintenant des droits démocratiques et sociaux sans attendre (et pour permettre) la victoire. La formulation d'une radicalité démocratique en terme d'objectifs et le soutien aux mobilisations, absolument vitaux, ne forment pas par eux mêmes une voie pour la généralisation de l'affrontement et aider le mouvement de masse, à s'élargir, accumuler des forces, dépasser les difficultés actuelles.

Sans doute, le processus lui même est entrain de faire émerger une large avant-garde de lutte, des directions politiques du mouvement qui se forment au cœur de la lutte et qui se confrontent aux questions concrètes du processus sans attendre quiconque. Mais sans être attaché abstraitement à l'importance d'un programme clair, la faiblesse de notre camp tient en partie à l'indétermination d'une stratégie de conquête de pouvoir, à l'absence d'une représentation politique qui lui soit propre, et d'une force capable d'élargir et centraliser ses luttes concrètes. Face à une réaction qui cherche à reprendre l'offensive et sans chercher dans un quelconque modèle révolutionnaire des recettes, ce qui sera déterminant, sera le degré d'organisation, d'expériences et les capacités d'initiatives centralisées de chaque camp qui seront l'élément décisif, dénouant, dans un sens ou un autre, la situation politique. Les mots d'ordre démocratiques radicaux peuvent poser, la question du pouvoir mais ce qui tranchera, c'est le degré d'organisation indépendante et l'auto organisation du camp populaire, la confiance en ses propres forces et sa volonté de lutte pour le conquérir.

La constitution d'un congrès national pour la défense de la révolution, appelé par les courants les plus avancés peut aider à avancer dans ce sens s'il arrive à s'appuyer sur les secteurs les plus mobilisés et si il incarne une perspective d'élargissement de la base sociale de la révolution combinant les revendications immédiates les plus larges, le maintien d'une défiance radicale par rapport aux institutions et la préparation patiente, sans ignorer l'hétérogénéité populaire, d'un nouveau cycle de rébellion populaire.

Il ne faut donc pas avoir la conception du processus révolutionnaire comme un processus linéaire mais comme une suite de moments et d'événements ou se redéfinissent les rapports de forces sociaux et politiques et ou chaque phase ouvre (ou ferme) temporairement des possibilités tant qu'un camp n'aura pas pris le dessus sur l'autre. Dans ce grand moment d'instabilité prolongé, il y a et il y aura des phases de flux et de reflux, des avancées et des reculs. C'est un temps long qui s'ouvre avec ses phases d'accélération où s'affirmera, à une échelle différente, de nouvelles directions de lutte, plus homogènes et une auto éducation des masses.

Rien ne sera plus comme avant. C'est le point de départ quelque soit les résultats immédiats de la confrontation actuelle. Et le propre de ce processus est qu'il sera rapidement confronté aux contradictions de la crise du capitalisme mondial, à l'incurie d'un ou de gouvernements incapable de répondre aux exigences élémentaires de la population, dressant, en plus des secteurs mobilisés, de nouvelles couches sociales contre lui. Nous ne sommes qu'au début d'une révolution qui doit encore créer ses propres outils de lutte, son propre tempo, ses convergences internes, et briser les capacités d'initiatives de l'adversaire. Il n'y a pas de ligne droite après des décennies de dictatures vers la révolution sociale et démocratique. A plus forte raison dans un pays où n'a jamais pu se cristalliser à une échelle de masse un mouvement ouvrier et populaire indépendant.

Mais en 40 jours, ce qu'a fait le peuple est déjà immense. Et, élément essentiel, le mouvement populaire, même s'il connaît une phase de reflux, n'a pas été écrasé, ni défait. La question est de voir comment le mouvement populaire va concrètement imposer des acquis, des droits sur le terrain démocratique et social, améliorer significativement les conditions de lutte et d'organisation, et de quelle manière la radicalité

exprimée va déboucher sur une recomposition globale des courants sociaux, politiques et syndicaux, qui permettront, de préparer , à un niveau supérieur, la perspective d'un affrontement généralisé qui aille jusqu'au bout.

Chawqui Lotfi est militant de la Commission Maghreb du Nouveau parti anticapitaliste (NPA, France) et de la IVe Internationale.

[1] Le 26 janvier 1978, l'UGTT déclenche une grève générale qui dégénère en une émeute. À Tunis, les manifestants envahissent le centre-ville et les quartiers huppés, établissant des barricades et vandalisant des édifices publics. La grève est brutalement réprimée par l'armée qui tire sur les émeutiers (Ben Ali est à la Direction de la sûreté). 200 morts et 100 blessés. Les principaux responsables du syndicat sont arrêtés. le président de l'UGTT, Habib Ashour, est condamné à dix ans de travaux forcés (NDLR).

[2] Le 29 décembre 1983, révolte du pain. Pour contrer l'augmentation de la dette, le Fonds monétaire international avait exigé un plan d'austérité. Le gouvernement décide de baisser les subsides alimentaires. La hausse du prix des produits de première nécessité (+ 100 % pour le pain et la farine) provoque de graves émeutes (Sfax, Tunis). Les émeutiers sont essentiellement des jeunes et des paysans pauvres, des travailleurs saisonniers ou des chômeurs. Ils sont appuyés par les étudiants qui déclenchent une grève de solidarité. L'Etat d'urgence est décrété. L'armée intervient avec des blindés et rétablit l'ordre le 5 janvier 1984 : plus de 150 morts et des centaines de blessés. Habib Bourguiba annule les hausses pour restaurer le calme. (NDLR)